



CONSEIL COMMUNAL DU 30 SEPTEMBRE 2021  
GEMEENTERAAD VAN 30 SEPTEMBER 2021

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Christian Grétry, *Président /Voorzitter* ;  
Didier Gosuin, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,  
Didier Molders, Lieve Jorens, *Échevin-e-s/Schepenen* ;  
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van  
Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Michel  
Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy,  
Carinne Lenoir, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

30.09.2021/A/0001

**Secrétariat**

**Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24.06.2021 - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;

Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;

Vu le projet de procès-verbal ;

DECIDE

d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24.06.2021.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Secretariaat**

**Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 24.06.2021 - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis

Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;

Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;

BESLIST

om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 24.06.2021 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

**Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

- **#002/08.06.2021/B/0004#** - CSC 33-2021 - Introduction d'un permis d'urbanisme modificatif pour les avenues Héros et Leemans - Marché de faible montant - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/08.06.2021/B/0017#** - Facture Reprobel 2019 : demande de modification budgétaire
- **#002/08.06.2021/B/0025#** - ACTIVITÉS PARASCOLAIRES - Achat de trois tentes/tonnelles pliables - Marché de faible montant sur facture acceptée
- **#002/08.06.2021/B/0042#** - Bien-être animal – Marché de service de faible montant en vue de « la mise à disposition des auderghemois d'un abonnement premium à l'application 'Animal Research' et facilitant l'intégration des différents acteurs locaux sur la problématique des animaux disparus »
- **#002/08.06.2021/B/0050#** - Entretien du terrain synthétique T2 du Stade Communal - Marché de travaux de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/08.06.2021/B/0067#** - Immeuble sis 286 avenue Van Horenbeeck. Remplacement d'un escalier deux quarts tournant. Marché de travaux de faible montant.
- **#002/15.06.2021/B/0003#** - Achat de chaussures de sécurité pour un membre du personnel de la crèche "Les Chatons" - Approbation de la dépense
- **#002/15.06.2021/B/0009#** - Fourniture et pose de divers équipements destiné à moderniser la morgue au Cimetière communal - marché de faible montant - Fixations des conditions - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter
- **#002/15.06.2021/B/0016#** - Achat de matériel informatique 2021 pour les bibliothèques francophones - procédure négociée sur simple facture acceptée - désignation des fournisseurs
- **#002/15.06.2021/B/0025#** - Fédération Wallonie-Bruxelles - Enseignement de Promotion Sociale - subside exceptionnel octroyé pour l'achat de matériel favorisant l'enseignement en ligne - demande de modification budgétaire - Achat de matériel informatique destiné à IAPS - Liste du matériel à acheter - Désignation d'un adjudicataire.
- **#002/15.06.2021/B/0026#** - Institut Auderghemois de Promotion Sociale - Achat de mobilier - Marché de faible montant sur simple facture acceptée.
- **#002/15.06.2021/B/0048#** - Achat d'un firewall supplémentaire SOPHOS SG230 en redondance (un firewall performant équipé pour assurer la protection (réseau-web-email-sans fil) - Procédure de négociation à choisir sur facture acceptée -

Approbation de la dépense - Indication des entreprises à consulter - Indication du mandant.

- **#002/22.06.2021/B/0023#** - ACTIVITÉS PARASCOLAIRES - Achat de mobilier et équipement de bureau - Marché de faible montant sur facture acceptée
- **#002/22.06.2021/B/0077#** - Achat du 10 postes de téléphones avec power supplies et licence (pour remplacer des défectueux et d'avoir une réserve) + 10 numéros complémentaires en location – liste du matériel à acheter – Désignation d'un adjudicataire.
- **#002/29.06.2021/B/0010#** - Installation de garde-corps rabattables et autoportants au cs du Pré des Agneaux et pavillon des Arums - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/29.06.2021/B/0015#** - Remise en état des tombes des anciens combattants au cimetière communal – Procédure négociée sans publication préalable – Fixations des conditions – Marché à lots - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter
- **#002/29.06.2021/B/0016#** - Remplacement de châssis à l'IAPS (phase 5) - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/29.06.2021/B/0079#** - Location du matériel informatique (1 photocopieuse Konica Minolta Bizhub pour lécole PRE DES AGNEAUX - renouvellement contrat leasing) - liste du matériel - désignation d'un adjudicataire.
- **#002/29.06.2021/B/0090#** - Fourniture de produits d'entretien écologiques et/ou biologiques pour l'Administration communale, les crèches, centres scolaires et centres sportifs - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/29.06.2021/B/0110#** - Impression et reliure des registres des assemblées communales pour l'année 2020 - Marché de service de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/06.07.2021/B/0046#** - Achat d'une auto-laveuse pour le Centre sportif - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/06.07.2021/B/0047#** - Entretien du terrain synthétique n°4 du Stade Communal - Marché de service de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/13.07.2021/B/0003#** - Acquisition d'un véhicule électrique pour le Cimetière - Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/13.07.2021/B/0004#** - Aménagement du jardin de la crèche des Mômes - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/13.07.2021/B/0011#** - Achat de mobilier pour le service des bibliothèques 2021 - procédure négociée sur simple facture acceptée
- **#002/13.07.2021/B/0012#** - Contrat de maintenance entre la Commune d'Auderghem et la société Bibliotheca pour Bibliothèque du Centre
- **#002/13.07.2021/B/0019#** - Centre scolaire du Pré des Agneaux (annexe des Arums) - Achat d'une table en inox pour la cuisine - Marché de faible montant sur simple facture acceptée.

- **#002/20.07.2021/B/0040#** - Digitalisation du service "Etat-Civil - Population" - Achat de matériel informatique (3 tablettes - 18 écrans - 10 ordinateurs avec licence Office). Désignation d'un adjudicataire.
- **#002/20.07.2021/B/0044#** - Crèche communale "Les Oursons" - Achat de modules de jeux pour l'intérieur - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/20.07.2021/B/0052#** - Abonnements téléphonie et internet pour les 4 crèches communales - Liste du matériel à louer - Désignation d'un adjudicataire - Demande de modification budgétaire
- **#002/20.07.2021/B/0059#** - Fourniture de bouteilles en verre d'eau minérale pour les différents services communaux - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/20.07.2021/B/0060#** - Fourniture de produits de soins pour bébés dans les crèches communales durant une période de douze mois – Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/27.07.2021/B/0007#** - Désignation d'une firme pour l'entretien du séparateur "Eau/ hydrocarbures" situé au bout de l'avenue SCHALLER, juste avant la forêt - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/27.07.2021/B/0012#** - Réparation urgente du véhicule n°37 - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/24.08.2021/B/0011#** - Achat d'une scie à onglet pour les menuisiers - Marché de fournitures de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/24.08.2021/B/0015#** - Elagage et abattage d'arbres - Marché par Procédure Négociée Sans Publication Préalable - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter
- **#002/24.08.2021/B/0016#** - Etude de mise en conformité globale du bâtiment / Rénovation et modernisation du bâtiment - Maison des Jeunes - Approbation de l'avant-projet
- **#002/24.08.2021/B/0017#** - Fourniture et installation de 48 cellules columbarium au Cimetière communal - marché de faible montant - Fixations des conditions - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter
- **#002/24.08.2021/B/0018#** - Fourniture et pose de divers équipements destinés à moderniser la morgue au Cimetière communal - Marché de Faible Montant à lots - Désignation des adjudicataires
- **#002/24.08.2021/B/0118#** - Crèches, centres scolaires communaux et Centre Administratif - Achat de produits pharmaceutiques pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024 - Marché de faible montant - Fixation des conditions.
- **#002/24.08.2021/B/0141#** - Achat de 2 imprimantes spécifiques avec développement canevas pour le service population - Liste du matériel à acheter - Désignation d'un adjudicataire.
- **#002/24.08.2021/B/0159#** - Fourniture de différentes sortes de chips pour les différentes réceptions organisées par l'Administration communale pour l'année 2021 - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.

- **#002/24.08.2021/B/0204#** - Traductions du français vers le néerlandais - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense, fixation des conditions et désignations des firmes à consulter
- **#002/31.08.2021/B/0007#** - Aménagement d'un espace potager dans le jardin de la cure Sainte Anne : Phase 2 - Marché de faible montant - Fixations des conditions - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter
- **#002/31.08.2021/B/0011#** - Réfection de l'étanchéité et l'isolation du toit plat de l'IAPS - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/31.08.2021/B/0026#** - Centre scolaire du Souverain - Achat d'un réfrigérateur - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/31.08.2021/B/0044#** - Achat d'une armoire métallique de rangement pour le Centre sportif - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/31.08.2021/B/0045#** - Achat de 20 détecteurs de CO2 dans le cadre des mesures de prévention et de protection contre la propagation de la covid-19 pour les Centres sportifs - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/31.08.2021/B/0050#** - Crèche communale "Les Oursons" - Achat de modules de jeux - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/31.08.2021/B/0055#** - Marché d'architecture destiné à la conception et suivi des travaux nécessaires à la réoccupation comme logement à vocation sociale d'une maison unifamiliale sise Avenue Isidore Geyskens 10 à 1160 Auderghem
- **#002/31.08.2021/B/0056#** - Achat de 12 pc portables avec sacs + 5 tableaux interactifs + 1 projecteur portable - destinés aux écoles - Liste du matériel à acheter - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/31.08.2021/B/0065#** - Achat d'agendas, calendriers, calendriers memento, blocs memo pour 2022 – Marché de faible montant – Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/31.08.2021/B/0067#** - Fourniture de savon écologique pour les mains pour les services communaux pour une période de douze mois - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/07.09.2021/B/0002#** - Fourniture et entretien des machines du Plan Vert, du Stade et du Cimetière - Marché par Procédure Négociée Sans Publication Préalable - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/07.09.2021/B/0016#** - Achat de matériel informatique 2021 pour les bibliothèques francophones - procédure négociée sur simple facture acceptée - désignation des fournisseurs
- **#002/07.09.2021/B/0055#** - Crèche communale "Les Chatons" - Achat d'un module de jeux pour l'extérieur - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/07.09.2021/B/0077#** - Acquisition de Totems pour les abords des écoles - Marché de faible montant - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation de la firme

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 139.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

---

## Secretariaat

### Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

- **#002/08.06.2021/B/0004#** - CSC 33-2021 - Invoering van een gewijzigde bouwvergunning voor Heldenlaan en Leemanslaan - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/08.06.2021/B/0017#** - Facture Reprobel 2019 : demande de modification budgétaire
- **#002/08.06.2021/B/0025#** - PARA-SCHOOL ACTIVITEITEN - Aankoop van drie opvouwbare tenten/tonnen - Contract met lage dollarwaarde op aanvaarde factuur.
- **#002/08.06.2021/B/0042#** - Dierenwelzijn - Dienstverleningscontract voor een klein bedrag voor "het verstrekken van een premiumabonnement op de toepassing 'Dierenonderzoek' aan de bevolking van Audergemois en het vergemakkelijken van de integratie van de verschillende lokale actoren inzake de kwestie van vermiste dieren".
- **#002/08.06.2021/B/0050#** - Onderhoud van het kunstgrasveld T2 in het Stade Communal - Geringe opdracht per geaccepteerde factuur - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de gekozen inschrijver
- **#002/08.06.2021/B/0067#** - Gebouw gelegen 286 Van Horenbeeklaan. Vervanging van 3 dakvensters. Overheidsopdracht van beperkte waarde.
- **#002/15.06.2021/B/0003#** - Aankoop van veiligheidsschoenen voor een personeelslid van de kribbe "Les Chatons" - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/15.06.2021/B/0009#** - Levering en installatie van diverse uitrustingen voor de modernisering van het mortuarium op de gemeentelijke begraafplaats
- **#002/15.06.2021/B/0016#** - Aankoop van computerapparatuur 2021 voor Franstalige bibliotheken - onderhandelingsprocedure op eenvoudige factuur aanvaard - aanwijzing van leveranciers
- **#002/15.06.2021/B/0025#** - Federatie Wallonië-Brussel - Sociale promotie Onderwijs - uitzonderlijke subsidie toegekend voor de aankoop van apparatuur die online onderwijs bevordert - aanvraag tot wijziging van het budget - Aankoop van computerapparatuur bestemd voor IAPS - Lijst van aan te schaffen apparatuur – Aanduiding van de opdrachtgever.
- **#002/15.06.2021/B/0026#** - "Institut Audergemois de Promotion Sociale" - Aankoop van schoolmeubilair - overheidsopdracht van beperkte waarde op

aangenome factuur

- **#002/15.06.2021/B/0048#** - Aankoop van een bijkomende firewall SOPHOS SG230 als redundantie (een high-performance firewall uitgerust om bescherming te bieden (netwerk-web-email-wireless) - Onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur te kiezen - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te consulteren firma's - Aanduiding van de opdrachtgever.
- **#002/22.06.2021/B/0023#** - PARA-SCHOOL ACTIVITEITEN - Aankoop van kantoorapparatuur - Contract voor lage dollarwaarde op aanvaarde factuur
- **#002/22.06.2021/B/0077#** - Aankoop van 10 telefoonstoestellen met power supply en licentie (om de defecte toestellen te vervangen + reserve) + 10 nieuwe nummers in huur - Lijst van aan te kopen materiaal - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/29.06.2021/B/0010#** - Installatie van opvouwbare en zelfdragende relingen in de "cs du Pré des Agneaux" en "pavillon des Arums" - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/29.06.2021/B/0015#** - Restauratie van de grafstenen van de oud-strijders van de gemeentelijke begraafplaats - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vastelling van de voorwaarden - goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek - Aanduiding van de firma's
- **#002/29.06.2021/B/0016#** - Vervanging van de ramen van de IAPS - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's
- **#002/29.06.2021/B/0079#** - Huur van informaticamateriaal (1 fotocopieerapparaat Konica Minolta Bizhub voor de school PRE DES AGNEAUX- vernieuwing leasing) - lijst materiaal - aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/29.06.2021/B/0090#** - Levering van ecologische en/of biologische schoonmaakmiddelen voor het gemeentebestuur, kinderkribben, schoolcentra et sportcentra - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/29.06.2021/B/0110#** - Drukken en inbinden van de registers van de gemeenteraadsvergaderingen van 2020 - Dienstverleningscontract van geringe waarde per geaccepteerde factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanwijzing van de begunstigde
- **#002/06.07.2021/B/0046#** - Aankoop van een reiningsmachine voor de schoonmaak voor het Sportcentrum - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/06.07.2021/B/0047#** - Onderhoud van het synthetische veld nr. 4 van het Gemeentelijk Stadion - Dienstverleningscontract van klein bedrag per aanvaarde factuur - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de winnende inschrijver
- **#002/13.07.2021/B/0003#** - Aankoop van een elektrische voertuig voor de begraafplaats - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/13.07.2021/B/0004#** - Ontwikkeling van de tuin van de kribbe "les Mômes" - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's
- **#002/13.07.2021/B/0011#** - Aankoop van meubilair voor de bibliotheekdienst

2021 - overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanvaarde factuur

- **#002/13.07.2021/B/0012#** - Onderhoudscontract tussen de gemeente Oudergem en de firma Bibliotheca voor het Centrum Bibliotheek
- **#002/13.07.2021/B/0019#** - "centre scolaire du Pré des Agneaux" (annexe des Arums) - aankoop van een tafel in inox voor de keuken - overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenome factuur
- **#002/20.07.2021/B/0040#** - Digitalisering van de dienst "Burgerlijke stand-Bevolking" - Aankoop van computerapparatuur (3 tablets - 18 schermen - 10 computers met Office-licentie). Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/20.07.2021/B/0044#** - Gemeentelijke kribben "Les Oursons" - Aankoop van binnenspeelmodulen - overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/20.07.2021/B/0052#** - Abonnementen telefonie en internet voor de 4 gemeentekribben - Lijst van te huren materiaal - Aanduiding van de opdrachtgever - aanvraag tot wijziging van het budget
- **#002/20.07.2021/B/0059#** - Levering van glazen flessen mineraal water voor de verschillende gemeentelijke diensten - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/20.07.2021/B/0060#** - Levering van verzorgingsproducten voor baby's in de gemeentelijke kribbes voor een duur van 12 maanden - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/27.07.2021/B/0007#** - Aanduiding van een firma voor het onderhoud van de "Water/Hydrocarbons"-afscheider gelegen aan het einde van de Schallerlaan, juist voor het bos - Opdracht met beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/27.07.2021/B/0012#** - Dringende herstelling van het voertuig n°37 - Opdracht met beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/24.08.2021/B/0011#** - Aankoop van een afkortzaag voor de schrijnwerkers - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/24.08.2021/B/0015#** - Snoeien en vellen van bomen - opdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - goedkeuring van het BLB en de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/24.08.2021/B/0016#** - Studie van de algemene gelijkvormigheid van het gebouw / Renovatie en modernisering van het gebouw - Jeugdhuys - Goedkeuring van het voorontwerp
- **#002/24.08.2021/B/0017#** - "Levering en plaatsing van 48 columbariumcellen op het Gemeentelijke kerkhof"- Overheidsopdracht van beperkte waarde - goedkeuring van de uitgave en het lastenboek – aanduiding van de firma's
- **#002/24.08.2021/B/0018#** - Levering en installatie van diverse uitrustingen voor de modernisering van het mortuarium op de gemeentelijke begraafplaats - Overheidsopdracht van beperkte waarde in percelen - Aanduiding van de aanbesteders
- **#002/24.08.2021/B/0118#** - Kribben, gemeentelijke schoolcentra en administratief centrum - Aankoop van farmaceutische producten voor de periode van 1 januari 2022 tot en met 31 december 2024 - Overeenkomst met lage waarde - Vaststelling



van de voorwaarden.

- **#002/24.08.2021/B/0141#** - Aankoop van 2 specifieke printers met ontwikkeling van canvas voor de dienst bevolking - Lijst van aan te kopen materiaal - aanduiding van opdrachtgever.
- **#002/24.08.2021/B/0159#** - Levering van verschillende soorten chips voor de verschillende recepties georganiseerd door het Gemeentebestuur - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/24.08.2021/B/0204#** - Vertalingen uit het Frans in het Nederlands - Procedure van gunning via onderhandelingen zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgaven, vaststelling van de voorwaarden en aanwijzing van de te raadplegen ondernemingen
- **#002/31.08.2021/B/0007#** - Het inrichten van een moestuin in de tuin van de pastoor van de Sint-Annakerk : deel 2 - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Vaststelling van de voorwaarden - goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek - Aanduiding van de firma's
- **#002/31.08.2021/B/0011#** - Waterdicht maken en isoleren van het platte dak van de IAPS - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/31.08.2021/B/0026#** - Schoolcentrum "souverain" - Aankoop van een koelkast - overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/31.08.2021/B/0044#** - Aankoop van een metalen opbergkast voor het sportcentrum - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/31.08.2021/B/0045#** - Aankoop van 20 CO2-detectoren in het kader van de maatregelen ter voorkoming van en bescherming tegen de verspreiding van covid-19 voor de sportcentra - Leveringscontract voor een klein bedrag per aanvaarde factuur - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de winnende inschrijver
- **#002/31.08.2021/B/0050#** - Gemeentelijke kribben "Les Oursons" - Aankoop van spelmodulen - overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/31.08.2021/B/0055#** - Architecten opdracht voor het ontwerp van en het toezicht op de werkzaamheden die nodig zijn voor het opnieuw bewonen als sociale woning van een eengezinswoning gelegen aan de Isidore Geyskenslaan 10 te 1160 Oudergem
- **#002/31.08.2021/B/0056#** - Aankoop van 12 laptops met draagtassen + 5 interactieve borden + 1 draagbare projector bestemd voor de scholen - Lijst van aan te kopen marterieel.- Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtgever.
- **#002/31.08.2021/B/0065#** - Aankoop van agenda's, kalenders, mementokalenders en memoblokken voor het jaar 2022. - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de opdracht en van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/31.08.2021/B/0067#** - Levering van ecologische handzeep voor de verschillende gemeentelijke diensten - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/07.09.2021/B/0002#** - Aankoop en onderhoud van de machines van de

Groendienst, het Stadion en de Begraafplaats - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's

- **#002/07.09.2021/B/0016#** - Aankoop van computerapparatuur 2021 voor Franstalige bibliotheken - onderhandelingsprocedure op eenvoudige factuur aanvaard - aanwijzing van leveranciers
- **#002/07.09.2021/B/0055#** - Gemeentelijke kribben "Les Chatons" - Aankoop van een buitenspelmodule - overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/07.09.2021/B/0077#** - Aankoop van Totems voor de omgeving van scholen - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de firma

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 139.000€ exclusief btw geraand wordt;
  - van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;
- Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

30.09.2021/A/0003

**Secrétariat**

**Communications : Liste des arrêtés adoptés par le Bourgmestre**

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de blocs d'escalade sous le viaduc à hauteur de la chaussée de Watermael
2. Arrêté de Bourgmestre autorisant la collecte de fonds et de sensibilisation pour « Coalition Plus » du 9 juin 2021 au 31 décembre 2021
3. Arrêté de Bourgmestre autorisant la collecte de fonds et de sensibilisation pour « Louvain Coopération » du 9 juin 2021 au 31 décembre 2021
4. Arrêté de Bourgmestre autorisant la collecte de fonds et de sensibilisation pour « Handicap international » du 9 juin 2021 au 31 décembre 2021
5. Arrêté de Bourgmestre autorisant la collecte de fonds et de sensibilisation pour « La Croix Rouge de Belgique » du 9 juin 2021 au 31 décembre 2021
6. Arrêté de Bourgmestre autorisant la collecte de fonds et de sensibilisation pour « Les Petits Riens » du 9 juin 2021 au 31 décembre 2021
7. Arrêté de Bourgmestre autorisant la collecte de fonds et de sensibilisation pour « Médecins du Monde » du 9 juin 2021 au 31 décembre 2021
8. Arrêté de Bourgmestre autorisant la collecte de fonds et de sensibilisation pour « SOS Faim » du 9 juin 2021 au 31 décembre 2021
9. Arrêté de Bourgmestre autorisant la collecte de fonds et de sensibilisation pour «

Nos Petits Orphelins » du 9 juin 2021 au 31 décembre 2021

10. Arrêté de Bourgmestre autorisant la collecte de fonds et de sensibilisation pour « Mémisa » du 9 juin 2021 au 31 décembre 2021
11. Arrêté de Bourgmestre autorisant la collecte de fonds et de sensibilisation pour « Opération Terre des Enfants » du 9 juin 2021 au 31 décembre 2021
12. Arrêté du Bourgmestre autorisant la diffusion des matchs de l'Euro 2021
13. Arrêté du Bourgmestre autorisant la 12e édition de la course à pied des 15 km de Woluwe prévue le 27 juin 2021 à partir de 9h00 jusqu'à la fin de la course
14. Arrêté du Bourgmestre autorisant la fête des voisins avec barbecue Avenue Sainte-Anne, le dimanche 27 juin 2021 de 12h00 à 20h00
15. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire d'une terrasse pour le café " De Masala Box"
16. Arrêté du Bourgmestre autorisant le passage du Bxl Tour à Auderghem le dimanche 29 août 2021
17. Arrêté du Bourgmestre autorisant et établissant les modalités de l'organisation de l'évènement « Trail Bruxelles » du 17 octobre 2021
18. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'ouverture exceptionnelle du magasin « Carpet right Auderghem», le dimanche 25 juin 2021
19. Arrêté du Bourgmestre autorisant la prolongation de l'organisation de la foire du Centre jusqu'au 23 juin inclus.
20. Arrêté du Bourgmestre levant l'arrêté du 26 avril 2016 déclarant l'immeuble situé rue du Vieux Moulin 67 à 1160 Auderghem inhabitable
21. Arrêté du Bourgmestre - Evénement "Bruxelles en vacances" du 30/06/2021 au 04/07/2021. Fermeture à la mobilité du Square Lebon
22. Arrêté du Bourgmestre autorisant le passage de la Roller Bike Parade 2021 du 2 juillet au 1er octobre.
23. Arrêté du Bourgmestre autorisant le tournage du film Close les 15, 16, 19, 20, 22 juillet 2021
24. Arrêté du Bourgmestre Autorisant une brocante sur le parking du carrefour le 21 juillet 2021 de 6h00 à 16h00.
25. Abattage urgent d'un arbre dangereux situé au n° 30 Av. Daniel BOON
26. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du restaurant « Amore & Fantasia »
27. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse de l'établissement Gourmandises
28. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'extension temporaire de la terrasse du Lisbonne
29. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du Break à Auderghem
30. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du restaurant « La Pizza »
31. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse de La Sœur du Patron
32. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire d'une terrasse pour le café " De Masala Box"
33. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire du restaurant Sésame
34. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'abattage en urgence de 12 arbres dangereux au parc du Château Sainte-Anne
35. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'extension temporaire de la terrasse du café Le Bienvenu
36. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse de

- l'établissement Le Bio Sauvage
37. Arrêté du Bourgmestre autorisant la fête des voisins avec Barbecue de l'Avenue Ernest Claes le 5 septembre 2021
  38. Arrêté du Bourgmestre autorisant le passage sur le territoire communal de l'épreuve de course à pied "20km de Bruxelles" le dimanche 12 septembre 2021
  39. Arrêté du Bourgmestre autorisant le brocante avec barbecue au profit du Télévie le dimanche 5 septembre 2021
  40. Arrêté de Bourgmestre autorisant la brocante au profit des enfants malades avec barbecue le 17 octobre 2021
  41. Arrêté du Bourgmestre autorisant le tournage d'une web série le 2 août 2021 à Auderghem
  42. Arrêté du Bourgmestre autorisant le passage sur le territoire auderghemois du Trail Meyboom Brussels le dimanche 5 septembre 2021.
  43. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'organisation de la Journée sans voiture du dimanche 19 septembre 2021 square Degreef et avenue de l'Eglise Saint Julien
  44. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'extension temporaire de la terrasse du Lisbonne
  45. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du restaurant « La Pizza »
  46. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse de l'établissement Gourmandises
  47. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du café De Massala Box
  48. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de l'établissement La Sœur du Patron
  49. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du Break à Auderghem
  50. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse de l'établissement Le Bio Sauvage
  51. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du restaurant « Amore & Fantasia »
  52. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire d'une terrasse devant l'établissement LE BIEN VENU situé place Edouard Pinoy 10 à Auderghem
  53. Arrêté du Bourgmestre autorisant le passage du bike tour du festival Hide & Seek à Auderghem le 22 août 2021
  54. Arrêté du Bourgmestre autorisant le tournage d'un clip le 21 août 2021 de 10h00 à 20h00 à Auderghem
  55. Arrêté de Bourgmestre autorisant une fête de voisins avec barbecue rue Pierre Schoonejans, le 19 septembre 2021
  56. Arrêté de Bourgmestre autorisant le tournage d'une web série le 17 août et 18 août 2021 à Auderghem
  57. Arrêté de Bourgmestre autorisant une fête de voisin avec barbecue le 4 septembre 2021, avenue Pré des Agneaux
  58. Arrêté du Bourgmestre levant l'arrêté du 27 février 2021 déclarant insalubre l'immeuble situé chaussée de Wavre 1985 à 1160 Auderghem
  59. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du Sésame à Auderghem
  60. Arrêté du Bourgmestre autorisant le barbecue pour la fête de début de saison de basket les 28 et 29 août 2021
  61. Arrêté de Bourgmestre autorisant une fête des voisins avec barbecue avenue G. Keyen le dimanche 12 septembre 2021

62. Arrêté de Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du Bien Venu à Auderghem
63. Abattage d'un sapin sur une parcelle communale situé contre une maisonnette de jardin au 21 avenue des Passereaux
64. Parcours de vide garage Auderghem en couleur
65. Arrêté de Bourgmestre autorisant l'organisation du Brussels Food Festival sur la berme centrale du boulevard du Souverain le vendredi 10, samedi 11 et dimanche 12 septembre 2021
66. Arrêté de Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse de l'établissement Gourmandises
67. Arrêté de Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du café De Massala Box
68. Arrêté de Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du Bien Venu à Auderghem
69. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'extension temporaire de la terrasse du Lisbonne
70. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du restaurant « Amore & Fantasia »
71. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse de l'établissement Le Bio Sauvage
72. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du restaurant « La Pizza »
73. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de l'établissement La Sœur du Patron
74. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse du Break à Auderghem
75. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'extension de la brocante du Viaduc avec l'installation d'un Food truck, le dimanche 26 septembre 2021
76. Arrêté de Bourgmestre autorisant une fête des voisins avec barbecue rue Maurice Poedts, le 11 septembre 2021
77. Arrêté du Bourgmestre autorisant une compétition d'escalade sous le viaduc de Watermael le samedi 11 septembre 2021.
78. Arrêté du Bourgmestre autorisant la manifestation « InterDigital : Non aux licenciements » le 17 septembre 2021 de 11h30 à 13h30 à Auderghem
79. Arrêté du Bourgmestre autorisant le tournage de la série «ovnis » le 14 septembre à Auderghem
80. Arrêté du Bourgmestre autorisant un vide garage au quartier des Invalides le 19 septembre 2021
81. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'installation temporaire d'un Food Truck au village de la mobilité sur le square Jean Baptiste de Greef, le 19 septembre 2021
82. Dossier n°13 - Dérogation aux horaires de chantier - Demande de CDI S.A pour la réalisation d'une dalle de béton, sis rue de la Vignette 1-9 le 23/09/21 de 06h00 à 00h00
83. Arrêté du Bourgmestre pour faire abattre en urgence un érable dangereux (à 3 troncs) dans le Parc Paradisiens.
84. Arrêté du Bourgmestre pour abattre en urgence un cèdre dangereux situé au n° 191 Av. Van Horenbeek à Auderghem

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

---

## Secretariaat

### Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de burgemeester houdende machtiging tot het tijdelijk plaatsen van klimblokken onder het viaduct ter hoogte van de Watermaalseweg
2. Besluit van de Burgemeester toestemmende fondsenwerving en bewustmaking voor "Coalition Plus" van 9 juni 2021 tot 31 december 2021.
3. Besluit van de Burgemeester toestemmende fondsenwerving en bewustmaking voor "Louvain Coopération" van 9 juni 2021 tot 31 december 2021.
4. Besluit van de Burgemeester toestemmende fondsenwerving en bewustmaking voor " Handicap International" van 9 juni 2021 tot 31 december 2021.
5. Besluit van de Burgemeester toestemmende fondsenwerving en bewustmaking voor " Het Belgische Rode Kruis" van 9 juni 2021 tot 31 december 2021.
6. Besluit van de Burgemeester toestemmende fondsenwerving en bewustmaking voor " Les Petits Riens" van 9 juni 2021 tot 31 december 2021.
7. Besluit van de Burgemeester toestemmende fondsenwerving en bewustmaking voor " Médecins du Monde " van 9 juni 2021 tot 31 december 2021.
8. Besluit van de Burgemeester toestemmende fondsenwerving en bewustmaking voor " SOS Faim " van 9 juni 2021 tot 31 december 2021.
9. Besluit van de Burgemeester toestemmende fondsenwerving en bewustmaking voor " Nos Petits Orphelins" van 9 juni 2021 tot 31 december 2021.
10. Besluit van de Burgemeester toestemmende fondsenwerving en bewustmaking voor " Mémisa " van 9 juni 2021 tot 31 december 2021.
11. Besluit van de Burgemeester toestemmende fondsenwerving en bewustmaking voor " Opération Terre des Enfants" van 9 juni 2021 tot 31 december 2021.
12. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor het uitzenden van de wedstrijden van Euro 2021
13. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de 12e editie van de 15 km lange Woluwe-loop, gepland op 27 juni 2021 vanaf 9.00 uur tot het einde van de loop
14. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor het bureneest met barbecue op de Avenue Sainte-Anne, op zondag 27 juni 2021 van 12.00 tot 20.00 uur
15. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke aanleg van een terras voor het café "De Masala Box
16. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot het doorrijden van de Bxl Tour te Oudergem op zondag 29 augustus 2021
17. Besluit van de Burgemeester houdende toelating en vaststelling van de modaliteiten van de organisatie van het evenement "Trail Brussels" van 17 oktober 2021
18. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot uitzonderlijke openstelling van de winkel "Tapijtrecht Oudergem" op zondag 25 juni 2021
19. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot verlenging van de organisatie van de Centrummarkt tot en met 23 juni
20. Besluit van de burgemeester tot opheffing van het besluit van 26 april 2016 waarbij het gebouw gelegen rue du Vieux Moulin 67 te 1160 Oudergem onbewoonbaar is verklaard

21. Besluit van de Burgemeester - evenement "Brussel op vakantie" van 30/06/2021 tot 04/07/2021. Afsluiting van het Lebonplein voor mobiliteit
22. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor het doortrekken van de Rolschaatsparade 2021 van 2 juli tot 1 oktober
23. Besluit van de Burgemeester waarbij het opnamen van de film Close op 15, 16, 19, 20, 22 juli 2021 worden toegestaan
24. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor een vlooiemarkt op de parkeerplaats van het kruispunt op 21 juli 2021 van 6.00 uur tot 16.00 uur.
25. Dringende kap van een gevaarlijke boom op nr. 30 Av. Daniel BOON
26. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke aanleg van het terras van het restaurant "Amore & Fantasia"
27. Besluit van de burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het terras van het etablissement Gourmandises
28. Besluit van de burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke verlenging van het terras van de Lissabon
29. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot het tijdelijk aanleggen van het terras van de Pauze te Oudergem
30. Besluit van de burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het terras van het restaurant "La Pizza
31. Besluit van de burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke installatie van het terras van La Sœur du Patron
32. Besluit van de burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke aanleg van een terras voor het café "De Masala Box
33. Besluit van de burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het restaurant Sesame
34. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming tot het kappen van 12 gevaarlijke bomen in het park van Château Sainte-Anne.
35. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke uitbreiding van het terras van het café Le Bienvenu
36. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het terras van de inrichting Le Bio Sauvage
37. Besluit van de Burgemeester houdende toelating van de Burendag met Barbecue in de Ernest Claeslaan op 5 september 2021
38. Besluit van de Burgemeester houdende toelating om op zondag 12 september 2021 het loopevenement "20km van Brussel" op het gemeentelijk grondgebied te laten plaatsvinden
39. Besluit van de Burgemeester houdende toelating van de vlooiemarkt met barbecue ten voordele van Télévie op zondag 5 september 2021
40. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor een rommelmarkt met barbecue ten bate van zieke kinderen op 17 oktober 2021
41. Besluit van de Burgemeester houdende toelating tot het filmen van een webserie op 2 augustus 2021 te Oudergem
42. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot het doen passeren van het pad Meyboom Brussel op zondag 5 september 2021
43. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot het organiseren van de autoloze dag op zondag 19 september 2021 op het Degreefplein en de Sint-Juliënlaan
44. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot tijdelijke uitbreiding van het terras van Lissabon
45. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting

- van het terras van het restaurant "La Pizza
46. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het terras van het etablissement Gourmandises
  47. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor de tijdelijke inrichting van het terras van het café De Massala Box
  48. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van de inrichting La Sœur du Patron
  49. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot het tijdelijk aanleggen van het terras van de Pauze te Oudergem
  50. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het terras van de inrichting Le Bio Sauvage
  51. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het terras van het restaurant "Amore & Fantasia
  52. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot het tijdelijk aanleggen van een terras voor het etablissement LE BIEN VENU gelegen aan het Edouard Pinoyplein 10 te Oudergem
  53. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot het doorrijden van de Hide & Seek festivalfietsstocht in Oudergem op 22 augustus 2021
  54. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot het opnemen van een videoclip op 21 augustus 2021 van 10.00 uur tot 20.00 uur te Oudergem
  55. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor een burenfest met barbecue in de Pierre Schoonejansstraat, op 19 september 2021
  56. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor het filmen van een webserie op 17 augustus en 18 augustus 2021 in Oudergem
  57. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor een burenfest met barbecue op 4 september 2021, Pré des Agneauxlaan
  58. Besluit van de burgemeester tot opheffing van het besluit van 27 februari 2021 waarbij het gebouw gelegen aan de Waversteenweg 1985 te 1160 Oudergem onbewoonbaar is verklaard
  59. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot het tijdelijk aanleggen van het Sesamterras te Oudergem
  60. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor een barbecue voor de start van het basketbalseizoen op 28 en 29 augustus 2021
  61. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor een burenfest met barbecue aan de G. Keyenlaan op zondag 12 september 2021
  62. Besluit van de burgemeester houdende machtiging tot het tijdelijk aanleggen van het terras Bien Venu te Oudergem
  63. Het vellen van een dennenboom op een gemeenschappelijk terrein gelegen tegen een tuinhuis aan de Passereauxlaan 21
  64. Audergemse garageverkoop route in kleur
  65. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot het organiseren van het Brussels Food Festival op de centrale berm van de Vorstlaan op vrijdag 10, zaterdag 11 en zondag 12 september 2021
  66. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het terras van het etablissement Gourmandises
  67. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor de tijdelijke inrichting van het terras van het café De Massala Box
  68. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het terras van de Bien Venu te Oudergem
  69. Besluit van de Burgemeester waarbij de tijdelijke uitbreiding van het terras van Lissabon wordt toegestaan



70. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het terras van het restaurant "Amore & Fantasia
71. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke installatie van het terras van de inrichting "Bio Sauvage
72. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het terras van het restaurant "La Pizza
73. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van de inrichting La Sœur du Patron
74. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot het tijdelijk aanleggen van het terras van de Pauze te Oudergem
75. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor de uitbreiding van de vlooiemarkt Viaduct met de plaatsing van een foodtruck op zondag 26 september 2021
76. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor een burenfest met barbecue in de Maurice Poedtsstraat, op 11 september 2021
77. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor een klimwedstrijd onder het Watermaelviaduct op zaterdag 11 september 2021.
78. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot het organiseren van het evenement "InterDigital: Nee tegen de ontslagen" op 17 september 2021 van 11.30 uur tot 13.30 uur te Oudergem
79. Besluit van de Burgemeester houdende toelating tot de opnames van de reeks "UFO" op 14 september te Oudergem
80. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor een garageverkoop in de wijk Invalides op 19 september 2021
81. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor het tijdelijk plaatsen van een Food Truck bij het Mobility Village op het Jean Baptiste de Greefplein op 19 september 2021
82. Dossier nr. 13 - Afwijking van de werkuren - Verzoek van CDI S.A. voor de aanleg van een betonnen plaat in de rue de la Vignette 1-9 op 23/09/21 van 06h00 tot 00h00
83. Besluit van de Burgemeester om met spoed een gevaarlijke esdoorn (met 3 stammen) in het Parc Paradisiërs te laten kappen.
84. Besluit van de Burgemeester om met spoed een gevaarlijke cederboom te kappen op nr. 191 Av. Van Horenbeeck in Oudergem

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

30.09.2021/A/0004

**Secrétariat**

**IRISteam asbl – convention – renouvellement**

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117

DECIDE ;

D'approuver les termes de la convention avec l'asbl IRISteam

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
27 votants : 27 votes positifs.

---

**Secretariaat**

**IRISteam vzw – overeenkomst - vernieuwing**

DE RAAD,  
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;  
BESLUIT :  
de bepalingen van de overeenkomst met vzw IRISteam goed te keuren

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0005

**Secrétariat**

**« Les Cuisines Bruxelloises » - Modification des statuts**

LE CONSEIL,  
Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 à 122 ;  
Vu l'ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;  
Revu sa délibération #002/29.06.2018/A/0015# portant Centres scolaires communaux et plaines de jeux - Préparation et livraison des repas - Adhésion à l'Association de droit public "Les Cuisines Bruxelloises"  
Considérant ce qui suit :  
Plusieurs modifications statutaires sont inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale extraordinaire du 25.10.2021 de l'association de droit public Les Cuisines Bruxelloises.  
Les nouveaux statuts sont annexés au dossier.  
DECIDE

- D'approuver la modification des statuts de l'association de droit public Les Cuisines Bruxelloises ;
- De transmettre la présente délibération à l'association de droit public Les Cuisines Bruxelloises.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
27 votants : 27 votes positifs.

---

**Secretariaat**

**« Les Cuisines Bruxelloises » - Wijziging van de statuten**

DE RAAD,  
Gelet op het Nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikels 117 tot 122  
Gezien de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;  
Herziening van de beraadslaging #002/29.06.2018/A/0015# over Gemeentelijke schoolcentra en speelpleinen - Bereiding en levering van maaltijden - Toetreding tot de vereniging van publiek recht "De Brusselse Keukens".

Overwegende wat volgt:

Verskillende statutenwijzigingen staan op de agenda van de buitengewone Algemene Vergadering van 25.10.2021 van de publiekrechtelijke vereniging Les Cuisines Bruxelloises.

De nieuwe statuten zijn als bijlage bij het dossier gevoegd.

BESLIST

- Goedkeuring van de wijziging van de statuten van de publiekrechtelijke vereniging Les Cuisines Bruxelloises ;
- Deze beslissingen overmaken aan de publiekrechtelijke vereniging Les Cuisines Bruxelloises.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0006

### **Espace Public**

#### **Réfection de l'étanchéité et l'isolation du toit plat du CS Souverain - Marché procédure négociée directe avec publication préalable - Approbation de la dépense**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 § 3, tel que modifiée par l'article 2 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, les articles 4 § 3, 6, 7 et 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, l'article 5, 2ème alinéa ;

Vu la modification budgétaire pour l'exécution des projets d'investissements URE subsidiés (réf délibé : 002/20.04.2021/B/0023) ;

Vu le cahier spécial des charges n° 39/2021 fixant les clauses contractuelles administratives et techniques du marché ;

Vu qu'un montant de 188.036,72 € est prévu à l'article 73502/72460 du budget extraordinaire de 2021 pour l'isolation de la toiture du CS Souverain;

Vu que selon les récentes estimations budgétaires communiquées par le bureau d'architecture Arcanne en charge de l'étude de ce dossier s'élèvent à 181.761,76 Eur TVAC pour les parties de toiture A ,B et C et à 95.881,16 Eur TVAC pour les parties de toiture D,E,F et G (voir plan).

Considérant ce qui suit :

Le supplément de prix d'environ 89.600 eur pour l'ensemble des toitures (A,B,C,D,E,F,G) par rapport à l'estimation précédente s'explique par les éléments suivants qui ont été mis en avant par l'étude de l'Architecte :

- Travaux de gros-œuvre nécessaires pour la réfection de joints

Estimation environ 7.300 Eur TVAC ;

- Nettoyage et égrainage de l'étanchéité existante en vue de l'utiliser comme pare-

vapeur.

Estimation environ 16.000 Eur TVAC

- Cimentage des acrotères

Estimation : environ 7.300 Eur TVAC.

- Travaux de finition et accessoires divers

Estimation : environ 28.000 Eur TVAC

- Fourniture et pose d'escalier de transition entre toits plats

Estimation : environ 8.900 Eur TVAC

- Réalisation en tranche conditionnelle d'un complexe de toiture verte extensive avec déblayage et évacuation du gravier de lestage

Estimation : environ 22.400 Eur TVAC

Afin de rester dans l'enveloppe du montant subsidié, il est décidé de limiter les travaux à l'isolation des toitures A, B et C.

Vu que dans le cadre des projets de participation citoyenne, des idées de verdurisation des façades et toitures des bâtiments publiques ont été émises, nous avons prévu dans ce marché une tranche conditionnelle pour la réalisation d'une toiture verte ou cas où il serait ultérieurement décidé de verduriser une partie de cette toiture. L'installation d'une toiture verte ne change en rien la spécification des travaux de réfection et d'isolation de la toiture de du Centre Scolaire du Souverain, c'est juste quelque chose qui viendrait s'ajouter en plus.

Vu le document explicatif en annexe sur le mode de passation de ce marché.

DECIDE :

- de limiter les travaux à l'isolation des toitures A, B et C;
- d'établir un marché par procédure négociée directe avec publication préalable et arrêter les conditions du marché suivant le cahier spécial des charges n° 39/2021 ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense, estimée à 181.761,76 €, et d'imputer cette dernière à l'article 73502/72460 du budget extraordinaire de 2021 pour la réfection de l'étanchéité et l'isolation du toit plat du CS Souverain.
- de désigner Monsieur Didier SCHOTTE comme Coordinateur Sécurité Chantier du présent marché.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur Communal avec les pièces justificatives.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

### **Publieke Ruimte**

### **Herstelling van de dakdichting en isolatie van platte daken van het Centre Scolaire du Souverain - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande**

## bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234§3, zoals gewijzigd door artikel 2 van de ordonnantie van 27 juli 2017 die de nieuwe gemeentewet wijzigt om de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten nader te omschrijven ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren, artikels 4§3,6,7 en 124 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, artikel 5, 2de alinea ;

Gezien de begrotingswijziging voor de uitvoering van gesubsidieerde REG-investeringsprojecten (ref. beraadslaging : 002/20.04.2021/B/0023) ;

Gezien het bijzonder lastenboek n°39/2021 dat de contractuele administratieve en technische clausules vastlegt;

Gezien er een bedrag van 188.036,72 € voorzien is op het artikel 73502/724.60 van de buitengewone begroting van 2021 voor de isolatie van het dak van “cs du Souverain” ;

Gezien dat volgens de recente begrotingsramingen die zijn meegedeeld door het architectenbureau Arcanne dat met de studie van dit dossier is belast, de kosten van de dakdelen A, B en C 181.761,76 EUR incl. BTW bedragen en 95.881,16 EUR incl. BTW bedragen voor de dakdelen D, E, F en G (zie plan)

Gezien dat :

De prijsstijging van ongeveer 89.600,00 € voor alle daken (A,B,C,D,E,F,G) ten opzichte van de vorige raming is te verklaren door de volgende elementen die in de studie van de architect naar voren zijn gekomen:

- Structurele werkzaamheden die nodig zijn om de voegen te herstellen

Schatting ongeveer 7.300 € incl. BTW;

- Reinigen en afschilferen van de bestaande waterdichting om deze als dampscherm te gebruiken.

Schatting ongeveer 16.000 € incl. BTW

- Het cementeren van de acroteria

Schatting: ongeveer 7.300 € incl. BTW.

- Afwerkingswerkzaamheden en diverse toebehoren

Schatting: ongeveer 28.000 € incl. BTW

- Levering en plaatsing van een overgangstrap tussen platte daken

Schatting: ongeveer 8.900 € incl. BTW

- Realisatie in voorwaardelijke gedeelte van een extensief groendakcomplex met afgraving van het van het grindballast en evacuatie

Schatting: ongeveer 22.400 € incl. BTW

Om binnen het gesubsidieerde bedrag te blijven, wordt besloten de werkzaamheden te

beperken tot de isolatie van de dakdelen A, B en C.

Aangezien in het kader van de burgerparticipatieprojecten ideeën naar voren zijn gekomen voor de vergroening van de gevels en daken van openbare gebouwen, hebben wij voor deze opdracht een voorwaardelijke schijf opgenomen voor de realisatie van een groendak voor het geval later wordt besloten een deel van dit dak te vergroenen. Het realiseren van een groendak verandert niets aan de specificatie van de herstellingswerken van het dak en de isolatiewerken van het dak van “Centre Scolaire du Souverain”, het is gewoon iets dat er bovenop zou worden gelegd.

Gezien het bijgevoegde verklarend document over de wijze van gunning van deze opdracht.

**BESLIST:**

- om de werkzaamheden te beperken tot de isolatie van de dakdelen A, B en C.
- om een opdracht voor werken via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking op te stellen en de gunningswijze van de opdracht vast te stellen volgens het bijzonder lastenboek n°39/2021 ;
- om het publicatiebericht als bijlage goed te keuren ;
- om de uitgave, geschat op 181.761,76 € BTW incl. goed te keuren en deze in te voeren op het artikel 73502/724.60 van de buitengewone begroting van 2021 voor de waterdichting en isolatie van het plat dak van “cs du Souverain” ;
- om de Heer Didier SCHOTTE aan te duiden als veiligheidscoördinator op de werf van deze opdracht;

Onderhavige beraadslaging zal aan de Heer de Gemeenteontvanger overgemaakt worden met de nodige bewijsstukken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0007

## **Espace Public**

### **La désignation d'une équipe d'auteurs de projet pluridisciplinaire chargée de la mise en concurrence et du contrôle d'exécution des travaux de restauration et d'aménagement des bâtiments communaux à Rouge-Cloître - Marché de services - Procédure négociée directe avec publication préalable**

#### LE CONSEIL

Vu la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la nouvelle loi communale, les articles 234 et 236 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, l'article 41 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;

Considérant ce qui suit :

Le Collège des bourgmestre et échevins a reçu le 04 août 2021, le permis d'urbanisme n°02/PFU/679453 ayant pour objet « Rénover les bâtiments communaux du Rouge –

Cloître en vue de pérenniser l'équipement collectif ».

Considérant qu'en date du 21.03.2017 le Collège des bourgmestre et échevins a pris la décision de modifier le marché initial d'architecture et de relancer la procédure de passation en vue d'exécuter les phases relatives à la préparation et adjudication du marché public de travaux et le suivi des travaux jusqu'à la réception définitive. (références 002/21.03.2017/B/0049)

Considérant que le marché comprend une mission globale (Architecture, Techniques spéciales, Stabilité, Sécurité-Santé) et n'est pas divisé en lots pour les raisons suivantes :

L'intégration dans un seul marché des missions d'architecture et d'ingénierie en stabilité et techniques spéciales ainsi qu'en matière de sécurité-santé sont nécessaires pour garantir une parfaite coordination et fluidité des échanges entre concepteurs et surveillants de l'exécution tenant compte de la complexité du projet : intervention dans le projet et en cours d'exécution d'acteurs externes, notamment du Département du Patrimoine archéologique (Urban.Brussels), de la Direction du patrimoine Culturel (Urban.Brussels), Bruxelles Environnement ; nécessité de restaurer les bâtiments en préservant leur aspect historique, tout en essayant d'améliorer les performances énergétique des lieux et leur accessibilité ;

Considérant que l'estimation du marché est évaluée à 250.000 € TVAC et qu'il est dès lors fait usage de la procédure négociée directe avec publication préalable.

DECIDE

- d'établir un marché de services pour La désignation d'une équipe d'auteurs de projet pluridisciplinaire chargée de la mise en concurrence et du contrôle d'exécution des travaux de restauration et d'aménagement des bâtiments communaux à Rouge-Cloître – Procédure négociée directe avec publication préalable et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°CSC 46/2021
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense et de l'imputer à l'article 771/724.60 du budget extraordinaire 2022 (report 2021)

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

## **Publieke Ruimte**

**Opdracht voor diensten voor de aanstelling van een multidisciplinair projectteam dat verantwoordelijk is voor de aanbesteding en de controle op de uitvoering van de restauratie- en renovatiewerkzaamheden aan de gemeentelijke gebouwen van het Rood Klooster - Procedure van gunning via onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking**

DE RAAD

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikelen 234 en 236;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, artikel 41;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van

overheidsopdrachten in de traditionele sectoren;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake opdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Overwegende wat volgt :

Op 04 augustus 2021 heeft het College van Burgemeester en Schepenen de stedenbouwkundige vergunning nr. 02/PFU/679453 gekregen voor de "Renovatie van de gemeentelijke gebouwen Rood met het oog op de bestending van de collectieve uitrusting".

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op 21.03.2017 heeft besloten de oorspronkelijke opdracht voor architecten te wijzigen door de gunningsprocedure opnieuw op te starten met het oog op de uitvoering van de fasen met betrekking tot de voorbereiding en de gunning van de overheidsopdracht voor de uitvoering van werken en het toezicht op de werken tot de definitieve oplevering. (ref 002/21.03.2017/B/0049)

Aangezien de opdracht een globale opdracht omvat (Architectuur, Speciale technieken, Stabiliteit, Gezondheid en Veiligheid) en om de volgende redenen niet in percelen is verdeeld :

de integratie in één opdracht van de architectonische en ingenieurstakingen op het gebied van stabiliteit en speciale technieken, alsmede op het gebied van gezondheid en veiligheid, zijn noodzakelijk om een perfecte coördinatie en een vlotte uitwisseling tussen de ontwerpers en de toezichthouders op de uitvoering te garanderen, rekening houdend met de complexiteit van het project: interventie in het project en tijdens de uitvoering van het project door externe actoren, met name de Dienst voor het Archeologisch Erfgoed (Urban. Brussel), de Directie Cultureel Erfgoed (Urban.Brussels), Leefmilieu Brussel; de noodzaak om de gebouwen te restaureren met behoud van hun historisch aspect, en tegelijk te proberen de energieprestaties van de gebouwen en hun toegankelijkheid te verbeteren;

Overwegende dat de geraamde waarde van de opdracht 250.000 euro bedraagt, inclusief BTW, en dat derhalve gebruik wordt gemaakt van de onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

**BESLIST :**

- om een opdracht voor diensten op te stellen voor de aanstelling van een multidisciplinair projectteam dat verantwoordelijk is voor de aanbesteding en de controle op de uitvoering van de restauratie- en renovatiewerkzaamheden aan de gemeentelijke gebouwen van het Rood Klooster - onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking en vaststelling van de voorwaarden voor de gunning van de opdracht overeenkomstig het bijzonder lastenboek n°46/2021
- om het publicatiebericht als bijlage goed te keuren ;
- om de uitgave goed te keuren en in te voeren op het artikel 771/724.60 van de buitengewone begroting 2022 (overdracht 2021)

Deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die bevoegd is voor de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.



**Proposition d'implantation d'un radar de contrôle de la vitesse sur le rond-point du Souverain. Approbation du protocole d'accord.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté royal du 11 octobre 1997 modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 2002 déterminant les infractions dont la constatation fondée sur des preuves matérielles fournies par des appareils fonctionnant automatiquement en l'absence d'un agent qualifié, fait foi jusqu'à preuve du contraire;

Vu la proposition de Bruxelles Mobilité d'implanter d'un radar de contrôle de la vitesse sur le Boulevard du Souverain, à hauteur du Rond-point du Souverain (ci-annexée);

Vu la demande de validation du protocole d'accord; (en annexe)

DECIDE

d'approuver

- la proposition de d'implantation d'un radar de contrôle de la vitesse sur le rond-point du Souverain.
- le protocole d'accord

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Mobiliteit**

**Implantatievoorstel van een snelheidscontrole radar op het vorstrondpunt.**

**Goedkeuring van het overeenkomstprotocol.**

DE RAAD,

Gezien het Koninklijk Besluit van 1 oktober 1997 gewijzigd door het Koninklijk besluit van 18 december 2002 tot aanwijzing van de overtredingen waarvan de vaststelling gesteund op materiële bewijsmiddelen die door onbenamde automatisch werkende toestellen worden opgeleverd, bewijskracht heeft zolang het tegendeel niet bewezen is;

Gezien het implantatievoorstel van een snelheidscontrole radar op het Vorstrondpunt van Brussel Mobiliteit (als bijlage);

Gezien de aanvraag het overeenkomstprotocol goed te keuren (als bijlage);

BESLIST

- het implantatievoorstel van een snelheidscontrole radar op het Vorstrondpunt
- het overeenkomstprotocol

goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0009

**Mobiliteit**

**Convention relative à la mise en place d'un système de voitures partagée sur la commune d'Auderghem - retrait d'une station**

Le CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, l'article 117 ;

Attendu que le concept de voitures partagées est complémentaire aux transports publics, et concourt à assurer l'essentiel des besoins de transports des habitants ;

Attendu que ce système propose à l'usager de comparer l'efficacité des différents modes de transports à sa disposition pour chaque trajet, et favorise ainsi l'usage rationnel de l'automobile ;

Attendu que le concept de voitures partagées permet aux ménages qui le souhaitent de se passer d'un premier ou d'un second véhicule dont ils ont peu d'usage, et réduire ainsi la pression sur le stationnement des riverains ;

Attendu qu'en région bruxelloise, la société Cambio-Optimobil, dont la S.T.I.B. et Taxistop sont actionnaires, sont soutenues par la Région de Bruxelles-Capitale et les Communes partenaires ;

Considérant la Convention, approuvée par le conseil communal du 24.09.2015, relative au développement du service de carsharing en concordance avec les objectifs de la politique de mobilité en Région de Bruxelles-Capitale

Considérant l'annexe à la convention Cambio approuvée le 23.04.2019 (#002/23.04.2019/B/0051#) concernant la reprise des emplacements de stations de la société Ubeeqo SPRL par la société Optimobil SA (Cambio)

Vu qu'il y a déjà une station de véhicules partagées dans l'avenue des Mimosas et que donc une station dans l'avenue Gabriel Emile Lebon n'est plus nécessaire;

DECIDE

d'approuver le retrait de la station Cambio à hauteur du numéro 49 avenue Gabriel Emile Lebon.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

## **Mobiliteit**

### **Overeenkomst betreffende de invoering van een autodelensysteem in de gemeente**

#### **Oudergem - Verwijdering van een station**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117

Overwegende dat het autodelenconcept complementair is aan het openbaar vervoer en bijdraagt aan het vervullen van de voornaamste transportbehoeften van de inwoners;

Overwegende dat dit systeem de gebruiker de mogelijkheid biedt om de doeltreffendheid van de verschillende transportmiddelen waarover hij voor elk traject beschikt te vergelijken en zo bijdraagt aan een verstandig gebruik van de auto;

Overwegende dat het autodelenconcept de gezinnen die dat wensen de mogelijkheid biedt om af te zien van een eerste of tweede wagen die ze weinig gebruiken om zo de parkeerdruk voor de buurtbewoners te verminderen;

Overwegende dat in het Brussels Gewest de onderneming Cambio-Optimobil, waarvan de MIVB en Taxistop aandeelhouder zijn, de steun geniet van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de partnergemeenten;

Gelet op de op 24.09.2015 door de gemeenteraad goedgekeurde Overeenkomst betreffende de ontwikkeling van de carsharingdienst in overeenstemming met de doelstellingen van het mobiliteitsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Gezien de bijlage bij de op 23.04.2019 goedgekeurde Cambio-overeenkomst (#002/23.04.2019/B/0051#) betreffende de overname van de stationslocaties van de vennootschap Ubeeqo SPRL door de vennootschap Optimobil SA (Cambio)

Ervan uitgaande dat er al een autodeelstation is op de Mimosalaan en dat een station op de Gabriel Emile Lebonlaan dus niet meer nodig is;

**BESLUIT**

om de verwijdering van het Cambio-station op nummer 49 avenue Gabriel Emile Lebon goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0010

**Mobilité**

**Convention relative à la mise en place d'un système de voitures partagée sur la commune d'Auderghem - Annexe à la convention Cambio - Création d'une nouvelle station**

Le CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, l'article 117 ;

Attendu que le concept de voitures partagées est complémentaire aux transports publics, et concourt à assurer l'essentiel des besoins de transports des habitants ;

Attendu que ce système propose à l'usager de comparer l'efficacité des différents modes de transports à sa disposition pour chaque trajet, et favorise ainsi l'usage rationnel de l'automobile ;

Attendu que le concept de voitures partagées permet aux ménages qui le souhaitent de se passer d'un premier ou d'un second véhicule dont ils ont peu d'usage, et réduire ainsi la pression sur le stationnement des riverains ;

Attendu qu'en région bruxelloise, la société Cambio-Optimobil, dont la S.T.I.B. et Taxistop sont actionnaires, sont soutenues par la Région de Bruxelles-Capitale et les Communes partenaires ;

Considérant la Convention, approuvée par le conseil communal du 24.09.2015, relative au développement du service de carsharing en concordance avec les objectifs de la politique de mobilité en Région de Bruxelles-Capitale

Considérant la création d'une nouvelle station sur le territoire communal : avenue Roger Hainaut 2.

**DECIDE**

d'approuver l'annexe ci-annexé à la convention Cambio.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Mobiliteit**

**Overeenkomst betreffende de invoering van een autodelensysteem in de gemeente Oudergem - Bijlage aan de Cambio-overeenkomst - Installatie van een nieuw station**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117

Overwegende dat het autodelenconcept complementair is aan het openbaar vervoer en bijdraagt aan het vervullen van de voornaamste transportbehoeften van de inwoners;

Overwegende dat dit systeem de gebruiker de mogelijkheid biedt om de doeltreffendheid van de verschillende transportmiddelen waarover hij voor elk traject beschikt te

vergelijken en zo bijdraagt aan een verstandig gebruik van de auto;  
Overwegende dat het autodelenconcept de gezinnen die dat wensen de mogelijkheid biedt om af te zien van een eerste of tweede wagen die ze weinig gebruiken om zo de parkeerdruk voor de buurtbewoners te verminderen;  
Overwegende dat in het Brussels Gewest de onderneming Cambio-Optimobil, waarvan de MIVB en Taxistop aandeelhouder zijn, de steun geniet van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de partnergemeenten;  
Gelet op de op 24.09.2015 door de gemeenteraad goedgekeurde Overeenkomst betreffende de ontwikkeling van de carsharingdienst in overeenstemming met de doelstellingen van het mobiliteitsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
Gelet op de oprichting van een nieuw station op het grondgebied van de gemeente : Roger Hainautlaan, 2.  
BESLIST  
de aangehechte bijlage bij de Cambio-overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0011 **Culture**

**Liquidation de subsides prévus au budget ordinaire de l'exercice 2021 en faveur des associations culturelles et des sociétés patriotiques**

Le Conseil,  
Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;  
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;  
Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation relative aux modalités d'exécution;  
Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2021 prévoit des dépenses à l'article 762/33202.

Décide

-d'approuver les comptes de bilan 2020 et/ou rapports d'activités

-d'autoriser le soutien de 75,00 € à l'association des Amis de la Forêt de Soignes et de l'inscrire au budget pour les années à venir, tant que l'association répond aux conditions d'obtention du soutien.

-d'autoriser la liquidation des subventions prévues au budget ordinaire de l'exercice 2021, à l'article 762/33202, en faveur des associations culturelles et patriotiques suivantes pour un montant de 1.500,00 €

1. A.W.W.A (Association Wallonne de la Woluwe-Auderghem)	€	300,00
2. Tradidanse asbl	€	350,00
3. Ensemble Polyphonia	€	550,00
4. Les amis de la Forêt de Soignes	€	75,00
5. Union touristique Les amis de la Nature - section de Boitsfort	€	75,00
6. Amnesty International	€	150,00

TOTAL

€ 1.500,00

-de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de l'exécution de cette décision.  
La présente délibération, sous forme d'un bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
27 votants : 27 votes positifs.

---

**Cultuur**

**Uitbetaling der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2021 voor de culturele en vaderlandslievende verenigen**

De Raad,  
Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;  
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;  
Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering terzake;  
Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2021 een uitgave voorziet op artikel 762/33202;

**Besluit**

- de rekeningen en balans 2020 en/of activiteitenverslagen goed te keuren.
- de steun van 75,00 € aan de vereniging van de Vrienden van het Zoniënwoud goed te keuren en in de begroting voor de komende jaren op te nemen, voor zover de vereniging aan de voorwaarden voor het verkrijgen van de steun voldoet.
- de uitkering der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2021, op artikel 762/33202, voor de volgende culturele en vaderlandslievende verenigen, bedraagt 1.500,00 €.

1. A.W.W.A (Association Wallonne de la Woluwe-Auderghem)	€	300,00
2. Tradidanse asbl	€	350,00
3. Ensemble Polyphonia	€	550,00
4. Les amis de la Forêt de Soignes	€	75,00
5. Union Touristique Les amis de la Nature - section de Boitsfort	€	75,00
6. Amnesty International	€	150,00

TOTAL

€ 1.500,00

- het College van Burgmeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die beslissing.  
Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

**Liquidation du subsidie prévu au budget ordinaire de l'exercice 2021 en faveur de l'asbl Cheval & Forêt**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation relative aux modalités d'exécution ;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2021 prévoit des dépenses à l'article 7621/33202 ;

Décide

- d'approuver le compte de bilan 2020 de l'a.s.b.l. Cheval & Forêt
- d'autoriser la liquidation de la subvention prévue au budget ordinaire de l'exercice 2021, à l'article 7621/33202, en faveur de l'a.s.b.l. Cheval & Forêt, d'un montant de 30.000,-€
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de cette décision.

La présente délibération, sous forme d'un bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Cultuur**

**Uitbetaling der toelage ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2021 voor de vzw Cheval & Forêt**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 décembre 1984 houdende goedkeuring van de reglementering terzake;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2021 een uitgave voorziet op artikel 7621/33202;

Beslist

- de rekening en balans 2020 goed te keuren
- de uitkering der toelage ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2021, op artikel 7621/33202, voor de v.z.w. Cheval & Forêt, bedraagt 30.000,-€
- Het College van Burgmeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die beslissing.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt

worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0013

### **Culture**

#### **Maison du Prieur de Rouge-Cloître - Occupation temporaire - Ratification de la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Auderghem**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Décide

de la ratification de la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Auderghem, portant sur l'occupation à titre précaire de la Maison du Prieur de Rouge-Cloître. La première occupation du bâtiment étant prévue dans le cadre de Chaussée des Arts 2021 du 30/09 au 03/10/2021.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

### **Cultuur**

#### **Priorij van het Rood Klooster - Tijdelijke bezetting - Ratificatie van de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Oudergem**

De Raad

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Besluit

de ratificatie van de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Oudergem over de tijdeleke bezetting van de Priorij op de site van het Rood Klooster. De eerste ingebruikneming van het gebouw is gepland in het kader van Kunstensteenweg 2021 van 30/09 tot 03/10/2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0014

### **Urbanisme**

#### **Mission relative à la performance énergétique du bâtiment - subsidiation - renouvellement de la convention de subside pour le traitement de l'agent préposé**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Considérant ce qui suit :

Dans le cadre d'une nouvelle réglementation européenne adaptée au droit bruxellois portant sur les économies d'énergie dans les bâtiments (la « PEB »), l'IBGE a proposé en

2008 aux communes bruxelloises d'engager un agent spécifiquement chargé de la mission du suivi des volets PEB, volets dorénavant joints aux demandes de Permis d'Urbanisme.

Une première convention portant sur une subvention à 100 % du traitement de l'agent chargé de la mission, sur la description de sa mission ainsi que sur les conditions de subvention a été signée entre notre administration et l'IBGE en janvier 2009.

Le renouvellement pour les 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 de cette convention de mission et de subsidiation ont été soumis à l'approbation de votre Conseil respectivement en date du 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13, 23/10/2014, 24/09/2015, 29/09/2016, 29/06/2017, 29/06/2018, 17/06/2019 et 24/09/2020.

Une nouvelle convention est proposée pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021 à l'approbation du Conseil Communal.

DECIDE:

- de marquer son accord sur le renouvellement de la convention, jointe à la présente délibération et qui en fait partie intégrante et portant sur la subsidiation ainsi que la mission de suivi des volets PEB joints aux demandes de Permis d'Urbanisme.
- de soumettre le renouvellement de la convention de mission et de subsidiation au Conseil communal du 30 septembre 2021 et charge le Secrétaire communal et le Bourgmestre de l'exécution de cette décision.

La présente délibération sera transmise, sous la forme d'un bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles Capitale en charge des Pouvoirs locaux et, en double exemplaire, à la Ministre de l'Environnement et à Bruxelles Environnement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

## Stedenbouw

### **Opdracht betreffende de energie prestatie van het gebouw - subsidiëring overeenkomst - hernieuwing van de subsidie-overeenkomst voor het loon van de aangestelde beampte**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117;

Overwegende wat volgt:

In het kader van de nieuwe Europese wetgeving aangepast aan het Brussels recht inzake de energiebesparing in gebouwen (de "EPB"), heeft het BIM in 2008 aan de Brusselse gemeenten voorgesteld om een medewerker aan te werven die specifiek gelast is met het opvolgen van de EPB-formulieren, die voortaan bij de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen gevoegd dienen te worden.

Een eerste overeenkomst die een subsidie van 100% voorziet van de wedde van de medewerker belast met deze taak, en waarin de beschrijving van zijn opdracht evenals de subsidievoorwaarden opgenomen zijn, werd ondertekend tussen ons gemeentebestuur en het BIM in januari 2009.

De hernieuwing voor 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 en 2020 van deze overeenkomst inzake de opdracht en de subsidiëring werd ter goedkeuring voorgelegd aan uw Raad op 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13, 23/10/2014, 24/09/2015, 29/09/2016, 29/06/2017, 29/06/2018, 27/06/2019 en 24/09/2020.

Een nieuwe overeenkomst is nu voor de periode van 01/01/2021 tot en met 31/12/2021 aan de Raad ter goedkeuring voorgelegd.

BESLIST :



- Om zijn goedkeuring te verlenen aan de vernieuwing van de overeenkomst die het aanhangsel vormt van de huidige beraadslaging en er integraal deel van uitmaakt, en die betrekking heeft op het opvolgen van de EPB-formulieren die bij de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen gevoegd worden.
- Om de vernieuwing van de overeenkomst inzake de opdracht en de subsidiëring aan de Gemeenteraad van 30 september 2021 te onderwerpen en de Gemeentesecretaris en de Burgemeester met de uitvoering van dit besluit te lasten.

Onderhavige beraadslaging zal in de vorm van een beknopt verslag overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen en, in dubbel exemplaar, aan de Minister van Leefmilieu en aan Leefmilieu Brussel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0015

## **Environnement**

### **Renouvellement de la convention d'occupation des toits du centre sportif Willegems, sis rue du Villageois, pour l'exploitation d'un rucher de maximum 4 ruches - Accord**

#### LE CONSEIL

Vu l'article 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté Royal du 7 mars 2007 relatif à la lutte contre les maladies contagieuses des abeilles.

Vu la demande introduite par Monsieur Werner Van Mieghem, responsable du projet, le 30/08/2017 pour établir des ruches sur les toits du centre sportif Willegems, rue du Villageois ;

Considérant ce qui suit :

- Le Collège a donné son accord de principe pour le projet de rucher situé sur les toits du centre sportif Willegems, rue du Villageois en date du 09/01/2018 (##002/09.01.2018/B/0020##)
- La demande introduite en 2018 comprenait l'installation d'un rucher de maximum 3 ruches d'abeilles sur le toit du centre sportif Willegems, rue du Villageois, ceci à la demande des bénévoles et habitants des Jardins du Villageois qui étaient à la recherche d'un apiculteur. L'objectif était d'offrir ainsi à minimum 2 apiculteurs bruxellois diplômés et membres de la SRABE (Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs), de préférence auderghemois, la possibilité de pratiquer localement l'apiculture et de sensibiliser le public auderghemois à la nature en ville : dégustation de miel, visite du rucher, etc.;
- La convention a expiré le 31/03/2019 ;
- Le demandeur souhaite renouveler la convention sous réserve que :
  - La nouvelle demande vise l'exploitation de maximum 4 ruches
  - La nouvelle demande vise l'exploitation pour une durée de 2 ans, allant du 01/06/2021 pour se terminer de plein droit le 31/05/2023
- Une déclaration de classe 3 est nécessaire car la rubrique 133-A des installations

classées s'applique aux ruchers de 3 à 4 colonies d'abeilles ;

- La convention d'occupation précaire type reprise en annexe, à signer par la commune, la SRABE, l'apiculteur responsable et le second apiculteur du projet ;

DECIDE

- de donner son accord pour le renouvellement de la convention d'un rucher sur les toits du centre sportif Willegems ;
- d'imposer le respect des conditions d'exploitation reprises en annexe ;
- de charger le service Environnement de veiller à ce que l'exploitant introduise une déclaration environnementale ;
- de charger les services Environnement et Espace public de veiller au respect de ces conditions d'exploitation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

### **Leefmilieu**

#### **Verlenging van de overeenkomst voor het gebruik van de daken van het sportcentrum Willegems, gelegen in de Dorpsstraat, voor de exploitatie van een bijenstal met maximaal 4 bijenkasten - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 123;

Gelet op het Koninklijk besluit van 7 maart 2007 betreffende de bestrijding van de besmettelijke ziekten van de bijen;

Gezien de aanvraag ingediend door de heer Werner Van Mieghem, projectleider, op 30/08/2017 om bijenkorven te vestigen op de daken van het Willegems Sportcentrum, Dorpelingstraat;

Gezien het volgende:

- Het College heeft op 09/01/2018 zijn principeakkoord gegeven voor het project van een bijenstal op de daken van het Willegems Sportcentrum, Dorpelingstraat (#002/09.01.2018/B/0020#)
- De aanvraag van 2018 omvatte de plaatsing van een bijenstal met maximaal 3 bijenkasten op het dak van het Willegems Sportcentrum, Dorpelingenstraat, dit was een verzoek van de vrijwilligers en bewoners van de Tuin van de Dorpelingen, die op zoek waren naar een imker. Het doel was om minstens twee gekwalificeerde Brusselse imkers die lid zijn van de SRABE (Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs), bij voorkeur uit Oudergem, de mogelijkheid te bieden de bijenteelt ter plaatse uit te oefenen en het publiek in Oudergem te sensibiliseren voor de natuur in de stad: honingproeverij, bezoek aan de bijenstal, enz.;
- De overeenkomst is op 31/03/2019 verstreken;
- Verzoeker wenst de overeenkomst te verlengen op voorwaarde dat:
  - De nieuwe aanvraag geldt voor de plaatsing van maximum 4 bijenkorven.
  - De nieuwe aanvraag geldt voor een periode van 2 jaar, die ingaat op 01/06/2021 en eindigt op 31/05/2023.

- Een aangifte van klasse 3 is noodzakelijk omdat de rubriek 133-A van de ingedeelde inrichting van toepassing is op bijstallen met 3 tot 4 bijenvolken.
- De preciaire gebruiksovereenkomst, die moet worden ondertekend door de gemeente, de SRABE, de verantwoordelijke imker en de tweede imker van het project;

beslist :

- de verlenging van de overeenkomst voor een bijenstal op de daken van het Willegems sportcentrum goed te keuren;
- De naleving van de in de bijlage vermelde exploitatievoorwaarden op te leggen;
- De Leefmilieudienst opdracht te geven erop toe te zien dat de exploitant een milieuverklaring indient;
- De diensten Leefmilieu en Publieke Ruimte op te dragen toe te zien op de naleving van deze exploitatievoorwaarden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0016

## **Sport**

### **Subvention aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale destinée à soutenir leur politique sportive dans le cadre la crise COVID 19 pour l'exercice 2021.**

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juin 2021 octroyant une subvention de 1.638.680€ aux communes communes de la Région de Bruxelles-Capitale destinée à soutenir leur politique sportive dans le cadre la crise COVID 19 pour l'exercice 2021.

Vu la circulaire du 11 juin 2021 relative à l'application de l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dont mention ci-dessus;

Vu que le montant du subside s'élève à 17.781,59€ établi sur base de la clef de répartition de la dotation générale aux communes;

Vu que l'octroi du subside est soumis aux conditions suivantes;

- maintenir les tarifs sportifs pour l'année 2022, en veillant à ne pas accroître la différence de traitement entre non locaux et locaux;
- ne pas augmenter les loyers des infrastructures sportives communales en ce compris au niveau des infrastructures para communales pour la saison 2021-2022;
- ne pas diminuer les crédits budgétaires de la politique sportive dans le budget 2022;
- ne pas se servir de la prime forfaitaire aux clubs sportifs comme un moyen d'éventuelles dettes pendantes;

DECIDE:

- d'introduire une déclaration de créance auprès de la Région de Bruxelles-Capitale

pour l'octroi de la subvention de 17.781,59€ destinée à soutenir la politique sportive de la Commune dans le cadre la crise COVID 19 pour l'exercice 2021;

- de maintenir les tarifs sportifs pour l'année 2022, en veillant à ne pas accroître la différence de traitement entre non locaux et locaux;
- de ne pas augmenter les loyers des infrastructures sportives communales en ce compris au niveau des infrastructures para communales pour la saison 2021-2022;
- de ne pas diminuer les crédits budgétaires de la politique sportive dans le budget 2022;
- de ne pas se servir de la prime forfaitaire aux clubs sportifs comme un moyen d'éventuelles dettes pendantes;

La présente délibération sera transmise au Service Public Régional de Bruxelles - Bruxelles Pouvoirs locaux - Direction Investissements.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

## Sport

### **Subsidie aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter ondersteuning van hun sportbeleid in het kader van de COVID 19-crisis voor het begrotingsjaar 2021.**

DE RAAD,

Gezien de besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 juni 2021 tot toekenning van een subsidie van 1.638.680€ aan de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest voor het ondersteunen van hun sportbeleid in het kader van de COVID-19-crisis voor het dienstjaar 2021;

Gezien de omzending van 11 juni 2021 betreffende de toepassing van bovengenoemd besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gezien dat het bedrag van de subsidie 17.781,59€ bedraagt, vastgesteld op basis van de verdeelsleutel van de algemene dotatie aan de gemeenten;

Aangezien de toekenning van de subsidie afhankelijk is van de volgende voorwaarden:

- te zorgen dat de sportclubs hun sporttarieven voor 2022 behouden, en dat het verschil tussen de behandeling van inwoners van de gemeente en personen van buiten de gemeente niet vergroot;
- de huur van de gemeentelijke sportinfrastructuur niet te verhogen, met inbegrip van de bovengemeentelijke infrastructuur voor het seizoen 2021-2022;
- de budgettaire kredieten voor het sportbeleid in het budget 2022 niet te verlagen;
- geen gebruik te maken van de forfaitaire premie aan sportclubs om eventuele hangende schulden af te betalen;

BESLIST:

- en declaratie in te dienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de toekenning van een subsidie van 17.781,59€ ter ondersteuning van het sportbeleid van de gemeente in het kader van de COVID 19-crisis voor het jaar 2021;
- te zorgen dat de sportclubs hun sporttarieven voor 2022 behouden, en dat het verschil tussen de behandeling van inwoners van de gemeente en personen van

buiten de gemeente niet vergroot;

- de huur van de gemeentelijke sportinfrastructuur niet te verhogen, met inbegrip van de bovengemeentelijke infrastructuur voor het seizoen 2021-2022;
- de budgettaire kredieten voor het sportbeleid in het budget 2022 niet te verlagen;
- geen gebruik te maken van de forfaitaire premie aan sportclubs om eventuele hangende schulden af te betalen;

Deze beraadslaging zal worden doorgegeven aan de Brusselse Gewestelijke Overheidsdienst - Brusselse Lokale Besturen - Directie Investerings.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0017

### **Coordinations sociales**

#### **Approbation de l'avenant n°2 au contrat communal de cohésion sociale entre la commune d'Auderghem et la Commission Communautaire française (du 01/01/2021 au 31/12/2022)**

Le Conseil,

Vu que le contrat qui lie la commune d'Auderghem et la Commission Communautaire française dans le cadre de la participation du quinquennat 2016-2020 du programme de Cohésion Sociale vient à échéance le 31 Décembre 2020,

Vu qu'il est proposé un avenant de prolongation du contrat communal de cohésion sociale qui entre en vigueur à partir du 01 Janvier 2021,

Vu qu'il y a une décision de la Commission Communautaire française du 14 Novembre 2019 sur la prolongation de la durée des contrats communaux d'un an renouvelable une fois, soit jusqu'au 31 Décembre 2022,

Vu que la Commune d'Auderghem bénéficiera d'un montant annuel total de 61.987,00 €.

Décide,

D'approuver un avenant au contrat communal de cohésion sociale entre la commune d'Auderghem et la Commission Communautaire française du 01/01/2021 au 31/12/2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

### **Sociale Coordinatie**

#### **De goedkeuring van een wijziging nr2 van het gemeentelijk contract voor sociale cohesie tussen de gemeente Oudergem en de Franse Gemeenschapscommissie (van 01/01/2021 tot 31/12/2022)**

Het Raad,

Aangezien het contract dat de gemeente Oudergem en de Franse Gemeenschapscommissie bindt in het kader van de deelname van de vijfjarige periode 2016-2020 aan het programma voor sociale cohesie afloopt op 31 december 2020,

Aangezien er een wijziging wordt voorgesteld om het gemeentelijk contract voor sociale cohesie, dat op 1 januari 2021 in werking treedt, te verlengen

Aangezien er een besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 november 2019 is

over de verlenging van de duur van gemeentelijke contracten met één jaar, eenmaal verlengbaar, d.w.z. tot 31 december 2022,

Aangezien de gemeente Oudergem een totaal jaarlijks bedrag van € 61.987 zal genieten.

Beslist,

Een wijziging van het gemeentelijk contract voor sociale cohesie tussen de gemeente Oudergem en de Franse Gemeenschapscommissie van 01/01/2021 tot 31/12/2022 goedkeuren

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0018

## **Prévention**

### **Nouveau protocole et contrat de sous-traitance de données personnelles entre la Commission communautaire commune et la Commune d'Auderghem relatif au suivi du respect des obligations en termes de testing et de quarantaine**

Le Conseil,

Vu l'article 128 et l'article 135 de la Constitution ;

Vu l'article 133 de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 6, § 1, VIII, alinéa 2 ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé, articles 13, 13/1, 14, 14/1 et 15 ;

Vu l'article 28 du règlement général sur la protection des données ;

Vu l'accord de coopération du 24 mars 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune concernant le transfert de données nécessaires aux entités fédérées, aux autorités locales ou aux services de police en vue du respect de l'application de la quarantaine ou du test de dépistage obligatoires des voyageurs en provenance de zones étrangères et soumis à une quarantaine ou à un test de dépistage obligatoires à leur arrivée en Belgique;

Sachant le précédent point faisant état du premier protocole de la cocom (BOS : 47504 - 002/25.03.2021/A/0009) a été approuvé par le Conseil communal du 25 mars 2021;

Sachant qu'un point analogue concernant la facilitation de la vaccination (BOS : 48475 - 002/27.05.2021/A/0018) a été approuvé par le Conseil communal du 27 mai 2021;

Considérant que le premier protocole émit dans le cadre de la gestion sanitaire a soulevé des réticences auprès des DPO d'une dizaine de communes bruxelloises, (conf. Annexe 1)

Considérant que ce nouveau protocole reprend les remarques émises par les DPO des communes bruxelloises,

Considérant que la finalité de ce protocole n'a pas changé, qu'elle fait toujours référence à la création d'un dispositif par la Cocom et piloté par les Services du Collège réuni en région bruxelloise dans le cadre de la gestion de la crise liée au COVID 19 ;

Cette nouvelle version du protocole d'accord en annexe de la présente délibération a toujours pour objet de favoriser l'application des mesures de mise en quarantaine et de protection prophylactique des citoyens,

Aucun nouveau contrat de sous-traitance n'a été soumis par la Cocom, l'ancien étant toujours d'actualité et les remarques du DPO de la commune y afférentes le sont également (Conf annexe 2).

DECIDE

D'approuver le nouveau protocole d'accord entre la Commission communautaire commune et la Commune d'Auderghem relatif au suivi du respect des obligations en termes de testing et de quarantaine ;

D'approuver le contrat de sous-traitance de données personnelles entre la Commission communautaire commune et la Commune d'Auderghem afférent au protocole.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

## **Preventie**

### **Nieuw protocol en verwerkingsovereenkomst van persoonsgegevens tussen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de gemeente Oudergem inzake de controle op de naleving van de test- en quarantaineverplichtingen**

De Raad,

Gelet op artikel 128 en artikel 135 van de Grondwet;

Gelet op artikel 133 van de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de institutionele hervormingen, artikel 6, § 1, VIII, lid 2;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, artikelen 13, 13/1, 14, 14/1 en 15;

Gelet op artikel 28 van de Algemene verordening gegevensbescherming;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de doorgifte van gegevens die nodig zijn voor de gefedereerde entiteiten, de lokale autoriteiten of de politiediensten om te voldoen aan de toepassing van de verplichte quarantaine- of screeningtests voor uit het buitenland afkomstige reizigers die bij hun aankomst in België aan een verplichte quarantaine of screeningtest worden onderworpen

Indachtig het feit dat het vorige punt van het eerste cocomprotocol (BOS: 47504 - 002/25.03.2021/A/0009) op 25 maart 2021 door de gemeenteraad is goedgekeurd;

Overwegende dat een soortgelijk punt betreffende het vergemakkelijken van vaccinatie (BOS: 48475 - 002/27.05.2021/A/0018) op 27 mei 2021 door de Gemeenteraad is goedgekeurd;

Overwegende dat het eerste protocol dat in het kader van het gezondheidsbeheer werd uitgevaardigd, aanleiding heeft gegeven tot bedenkingen bij de functionarissen voor gegevensbescherming van een twaalfstal Brusselse gemeenten (zie bijlage 1)

In dit nieuwe protocol wordt rekening gehouden met de opmerkingen van de DPO's van de Brusselse gemeenten,

Overwegende dat het doel van dit protocol niet is gewijzigd, en dat het nog steeds verwijst naar de invoering van een mechanisme door de Cocom en bij wijze van proef door de diensten van het College in het Brusselse Gewest, in het kader van de beheersing van de crisis in verband met COVID\_19 ;

Het doel van deze nieuwe versie van het aan deze resolutie gehechte memorandum van overeenstemming is nog steeds de toepassing van quarantaine- en profylactische beschermingsmaatregelen voor burgers te bevorderen,

De cocom heeft geen nieuwe onderaannemingsovereenkomst ingediend, aangezien de oude nog steeds geldig is en de opmerkingen van de functionaris voor gegevensbescherming van de gemeente met betrekking tot die overeenkomst eveneens geldig zijn (Conf. bijlage 2).

**BESLUIT**

Goedkeuring van het nieuwe memorandum van overeenstemming tussen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de gemeente Oudergem inzake het toezicht op de naleving van de test- en quarantaineverplichtingen;  
Goedkeuring van het uitbestedingscontract voor persoonsgegevens tussen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de gemeente Oudergem in verband met het protocol.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0019

**Régie foncière**

**Fixation des loyers de base de l'appartement du 1er étage situé dans l'immeuble avenue Jean Van Horenbeeck 166.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232;

Vu que la Régie foncière doit prochainement procéder à la mise en location de l'appartement du 1er étage de l'immeuble sis 166 avenue Jean Van Horenbeeck;

Vu que la location est faite sous forme d'un bail à loyers;

Compte tenu de la situation du bien et de l'importance des travaux de rénovation effectués;

DECIDE :

de procéder à la mise en location de l'appartement du 1er étage avenue Jean Van Horenbeeck 166 à Auderghem conformément aux conditions énoncées dans le bail et de fixer le loyer mensuel de base à 849,64€.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Regie voor het Grondbeleid**

**Vastelling van de basishuur van het appartement gelegen op 1ste verdieping van het gebouw Jean Van Horenbeecklaan 166.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en meer bepaald art. 117 en 232;

Overwegend dat de Regie voor Grondbeleid het appartement gelegen op 1ste verdieping van het gebouw 166 Jean Van Horenbeecklaan binnenkort moet verhuren;

Overwegend dat de verhuring van het gebouw dient te gebeuren met een huurovereenkomst;

Rekening houdend met de ligging van het gebouw en met de kostprijs van de renovatiewerken;

BESLIST :

Beslist :

het appartement gelegen op 1ste verdieping van het gebouw Van Horenbeecklaan 166 te Oudergem te verhuren overeenkomstig de voorwaarden opgesomd in de huurovereenkomst en de maandelijkse basishuur als volgt vast te stellen : 849,64 € ;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.



30.09.2021/A/0020

## Affaires flamandes

### Liquidation du subside prévu au budget ordinaire de l'exercice 2021 en faveur des associations culturelles et des sociétés patriotiques néerlandophones.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 établissant le contrôle de l'octroi et de l'utilisation de l'allocation accordée par l'administration communale;

Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant les règlements pertinents;

Vu le budget ordinaire pour l'année de service 2021 qui prévoit une dépense sur l'article 762/33202;

En ce qui concerne les associations et organisations socioculturelles ci-dessous, n'ont (presque) pas pu organiser d'activités en raison de la pandémie de covid-19;

Considérant qu'aucun rapport n'a été demandé cette année sur leurs activités 2020 et leurs perspectives 2022;

Dans cette optique, on s'est efforcé de décider aussi objectivement que possible de la répartition de la subvention entre les associations en appliquant une série de critères d'évaluation fixes;

Vu que les critères suivants pour avoir droit à un subside:

- être une association néerlandophone
- être situé à Auderghem ou exercer des activités à Auderghem;

Compte tenu des critères suivants qui déterminent le montant:

- le nombre d'activités que l'association organise par an
- si ces activités sont uniquement accessibles aux membres ou également aux non-membres
- le nombre de personnes que l'association touche;

Vu que vous pouvez trouver le document avec la répartition en annexe;

Étant donné que pour les subsides de 2021, nous nous sommes basés sur les informations de 2019, car en 2020, presque aucune activité n'a pu avoir lieu en raison de la pandémie de covid-19;

Au vu du rapport d'avancement 2020 de la politique culturelle locale, qui comprend le rapport d'activité 2021 et les perspectives 2022 de la GC Den Dam, a été approuvé lors de la réunion du collège du 23/03/21 et sert donc de soutien à une subvention municipale à la GC Den Dam;

Associations culturelles et patriotiques - Subsides 2021.

<b>VZW Den Dam</b>	<b>16.500,00 €</b>
<b>Nederlandstalige verenigingen</b>	<b>2.000,00 €</b>
Gymclub Forum	100,00 €
ZVK Joepie	100,00 €
Zwemclub Wimber	100,00 €
Willemsfonds	250,00 €

Davidsfonds	250,00 €
Okra	250,00 €
Motum	250,00 €
Africa's Sunshine	50,00 €
Femma	100,00 €
KWB Eensgezind	50,00 €
Samana	100,00 €
WG ontwikkelingssamenwerking	100,00 €
Pastorale ploeg Ruusbroec	250,00 €
't Daghet	50,00 €
<b>Total</b>	<b>18.500,00 €</b>

**DÉCIDE:**

D'autoriser le service de finance à verser les indemnités inscrites au budget ordinaire de l'exercice 2021, sur l'article 762/33202, pour les associations culturelles et patriotiques néerlandophones, pour un montant total de 18.500 €.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

**Vlaamse Zaken**

**Uitbetaling der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2021 voor de Nederlandstalige culturele en vaderlandslievende verenigingen.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 houdende instelling van de controle op de toekenning en de aanwending van de toelage verleend door het Gemeentebestuur;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering ter zake;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2021 die een uitgave voorziet op artikel 762/33202;

Gezien onderstaande socio-culturele verenigingen en organisaties (bijna) geen activiteiten hebben kunnen organiseren door de covid-19 pandemie;

Gezien er dit jaar geen verslag gevraagd werd van hun activiteiten 2020 en vooruitzichten 2022;

Gezien getracht werd zo objectief mogelijk de verdeling van de subsidie over de verenigingen te beslissen door een reeks vaste beoordelingscriteria toe te passen;

Gezien volgende criteria om in aanmerking te komen voor een subsidie:

- een Nederlandstalige vereniging zijn
- gevestigd in Oudergem of activiteiten uitvoeren in Oudergem;

Gezien volgende criteria die de hoogte van het subsidiebedrag bepalen:

- het aantal activiteiten dat de vereniging organiseert per jaar
- of deze activiteiten enkel toegankelijk zijn voor leden of ook voor niet-leden
- het aantal personen dat de vereniging bereikt;

Gezien u het document met de verdeelsleutel in bijlage kan vinden;

Gezien we voor de subsidies 2021 ons gebaseerd hebben op de informatie van 2019, omdat er in 2020 zo goed als geen activiteiten hebben kunnen plaatsvinden door de covid-19 pandemie;

Gezien het voortgangsrapport 2020 van het Lokaal Cultuurbeleid, waarin activiteitenverslag 2021 en vooruitzichten 2022 van GC Den Dam zijn opgenomen, werd goedgekeurd tijdens de collegezitting van 23/03/21 en dit dus fungeert als staving voor een gemeentelijke toelage aan GC Den Dam;

Culturele en vaderlandslievende verenigingen - Subsidies 2021.

<b>VZW Den Dam</b>	<b>16.500,00 €</b>
<b>Nederlandstalige verenigingen</b>	<b>2.000,00 €</b>
Gymclub Forum	100,00 €
ZVK Joepie	100,00 €
Zwemclub Wimber	100,00 €
Willemsfonds	250,00 €
Davidfonds	250,00 €
Okra	250,00 €
Motum	250,00 €
Africa's Sunshine	50,00 €
Femma	100,00 €
KWB Eensgezind	50,00 €
Samana	100,00 €
WG ontwikkelingssamenwerking	100,00 €
Pastorale ploeg Ruusbroec	250,00 €
't Daghet	50,00 €
<b>Totaal</b>	<b>18.500,00 €</b>

BESLUIT:

De dienst financiën toestemming te verlenen voor de uitbetaling van de vergoedingen die op grond van artikel 762/33202 in de gewone begroting voor het begrotingsjaar 2021 zijn opgenomen voor de Nederlandstalige culturele en vaderlandslievende verenigingen, voor een totaalbedrag van 18.500 euro.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0021

**Recette**

**ASBL "Le Pavillon" - Exercice 2020 - Compte**

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, l'article 117,

Décide

d'approuver le compte de l'a.s.b.l. « Le Pavillon » - exercice 2020.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

### **Ontvangerij**

#### **VZW "Le Pavillon" - Dienstjaar 2020 - Rekening**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de  
aanwending van sommige toelagen, artikel 3 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 117,

Beslist

de rekening van de v.z.w. « Le Pavillon » dienstjaar 2020 goed te keuren;

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt  
worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met  
Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0022

### **Recette**

#### **Cohésion sociale - Exercice 2020 - Compte**

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines  
subventions, l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Considérant que la « Cohésion sociale » nous a fait parvenir son compte de l'exercice  
2020,

Décide

d'approuver le compte de la « Cohésion sociale » - exercice 2020.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre  
de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

### **Ontvangerij**

#### **Sociale samenhang - Dienstjaar 2020 - Rekening**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de  
aanwending van sommige toelagen, artikel 3 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 117 ;

Overwegende dat de « Sociale samenhang » ons zijn rekening van 2020 heeft overgemaakt,  
Beslist

de rekening van de « Sociale samenhang » dienstjaar 2020 goed te keuren;

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt  
worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met  
Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0023 **Recette**

**Fabrique d'église anglicane unifiée - Holy Trinity - Exercice 2022 - Budget**

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'Eglise Anglicane Unifiée et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget de l'exercice 2022 tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration le 10 août 2021 ;

Attendu que ledit budget pour l'exercice 2022 présente un boni de 3.119,87 €, avec 302.634,87 € en recettes et 299.515,00 € en dépenses, avec une intervention communale de 94.000,00 € à répartir sur les dix-neuf communes et à hauteur de 3 % (2.820,00 €) pour Auderghem.

Décide

d'aviser favorablement le budget de l'exercice 2022 de la fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée.

La présente délibération, en cinq exemplaires, sera transmise à l'administration communale d'Ixelles pour suite voulue.

Le Conseil n'approuve pas le projet de délibération.

27 votants : 12 votes positifs, 13 votes négatifs, 2 abstentions.

*Non : Elise Willame, Eloïse Defosset, Lieve Jorens, Véronique Artus, Christian Grétry, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy.*

*Abstentions : Sophie de Vos, Florence Couldrey.*

---

**Ontvangerij**

**Verenigde Anglicaanse Kerkfabriek - Holy Trinity - Dienstjaar 2022 - Begroting**

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten ;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de Verenigde Anglicaanse Kerk en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting van deze instelling op 10 augustus 2021;

Gezien de begroting van het dienstjaar 2022 een boni vertoont, met 302.634,87 € in ontvangsten en 299.515,00 € in uitgaven, met een gemeentelijke tussenkomst van 94.000,00 €. De tussenkomst tussen Oudergem en de achttien gemeenten moet verdeeld worden - respectievelijk 3% (2.820,00 €) voor Oudergem.

Beslist

een gunstig advies uit te brengen in verband met de begroting van het dienstjaar 2022 de Verenigde Anglicaanse Kerkfabriek.

Onderhavige beraadslaging, in vijf exemplaren zal overgemaakt worden aan het Gemeentebestuur van Elsene voor verdere gevolg.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging niet goed.

27 stemmers : 12 positieve stemmen, 13 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Nee : Elise Willame, Eloïse Defosset, Lieve Jorens, Véronique Artus, Christian Grétry, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy.*  
*Onthoudingen : Sophie de Vos, Florence Couldrey.*

---

30.09.2021/A/0024 **Recette**

**Fabrique d'Eglise Saint-Julien - Exercice 2022 - Budget**

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la Commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'Eglise Saint-Julien et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget 2022 tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration en séance du 26 mai 2021 ;

Attendu que ledit budget pour l'exercice 2021 présente un mali de 40.692,00 € à répartir sur les communes d'Auderghem et de Woluwé Saint Pierre respectivement à hauteur de 85,41 % (34.755,04 €) et 14,59 % (5.936,96 €) ;

Décide

d'aviser favorablement le budget pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'Eglise Saint-Julien.

La présente délibération sera transmise en quintuple exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 12 votes positifs, 13 votes négatifs, 2 abstentions.

*Non : Elise Willame, Eloïse Defosset, Lieve Jorens, Véronique Artus, Christian Grétry, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy.*

*Abstentions : Sophie de Vos, Florence Couldrey.*

---

**Ontvangerij**

**Kerkfabriek Sint-Juliaan - Dienstjaar 2022 - Begroting**

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de Kerkfabriek Sint-Juliaan en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting 2022 van deze instelling op 26 mei 2021 ;

Gezien de begroting voor het dienstjaar 2022 een mali van 40.692,00 € vertoont, dat dit mali tussen Oudergem en Sint-Pieters-Woluwe moet verdeeld worden - respectievelijk 85,41 % (34.755,04 €) en 14,59 % (5.936,96 €);

Beslist

een gunstig advies uit te brengen voor de begroting van het dienstjaar 2022 van de Kerkfabriek Sint-Juliaan.

Onderhavige beraadslaging in vijfvoud, zal overgemaakt worden aan de Heer de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 12 positieve stemmen, 13 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Nee : Elise Willame, Eloïse Defosset, Lieve Jorens, Véronique Artus, Christian Grétry, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy.*  
*Onthoudingen : Sophie de Vos, Florence Couldrey.*

---

30.09.2021/A/0025

**Recette**

**Forum des Associations Solidaires d'Auderghem - Exercice 2020 - Compte**

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, l'article 3 ;

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Considérant que le Forum des Associations Solidaires d'Auderghem nous a fait parvenir son compte de l'exercice 2020;

Décide

D'approuver le compte 2020 du Forum des Associations Solidaires d'Auderghem.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Ontvangerij**

**Raad voor Sociale Aktie en Solidariteit – Dienstjaar 2020 - Rekening**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, artikel 3 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117 ;

Overwegende dat de Raad voor Sociale Aktie en Solidariteit ons zijn rekening van 2020 heeft overgemaakt

Beslist

De rekening van het dienstjaar 2020 van de Raad voor Sociale Aktie en Solidariteit goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0026

**Recette**

**International Protestant Church of Brussels - Exercice 2022 - Budget**

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'International Protestant Church of Brussels et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget de l'exercice 2022 tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration le 22 août 2021;

Attendu que ledit budget pour l'exercice 2022 se présente en équilibre avec 62.607,96 € en recettes et en dépenses, avec une intervention communale de 22.475,69 € à répartir sur les communes d'Auderghem, de Watermael-Boitsfort et d'Uccle respectivement à hauteur de 23,26 % (5.227,85 €), de 18,13 % (4.074,84 €) et de 58,61% (13.173,00 €).

Décide

d'aviser favorablement le budget de l'exercice 2022 de la fabrique de l'International Protestant Church of Brussels.

La présente délibération, en quintuple, sera transmise à Monsieur le Ministre chargé de la tutelle sur les Pouvoirs locaux.

Le Conseil n'approuve pas le projet de délibération.

27 votants : 12 votes positifs, 13 votes négatifs, 2 abstentions.

*Non : Elise Willame, Eloïse Defosset, Lieve Jorens, Véronique Artus, Christian Grétry, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy.*

*Abstentions : Sophie de Vos, Florence Couldrey.*

---

## **Ontvangerij**

### **International Protestant Church of Brussels - Dienstjaar 2022 - Begroting**

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten ;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de International Protestant Church of Brussels en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting 2022 van deze instelling op 22 augustus 2021;

Gezien de begroting voor het dienstjaar 2022 zich in evenwicht voorstel met 62.607,96 € in ontvangsten en in uitgaven, met een gemeentelijke tussenkomst van 22.475,69 €. De tussenkomst tussen Oudergem, Watermaal-Bosvoorde en Ukkel moet verdeeld worden - respectievelijk 23,26 % (5.227,85 €), 18,13 % (4.074,84 €) en 58,61% (13.173,00 €).

Beslist

een gunstig advies uit te brengen in verband met de begroting van het dienstjaar 2022 van de International Protestant Church of Brussels.

Onderhavige beraadslaging in vijf exemplaren, zal overgemaakt worden aan De Heer Minister belast met het toezicht op de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging niet goed.

27 stemmers : 12 positieve stemmen, 13 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Nee : Elise Willame, Eloïse Defosset, Lieve Jorens, Véronique Artus, Christian Grétry, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy.*

*Onthoudingen : Sophie de Vos, Florence Couldrey.*

---

30.09.2021/A/0027 **Recette**

**Maison des Jeunes d'Auderghem - Exercice 2020 - Compte**



Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117,

Décide

D'approuver le compte de l'ASBL « Maison des jeunes d'Auderghem » exercice 2020.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

### **Ontvangerij**

#### **Maison des Jeunes d'Auderghem - Dienstjaar 2020 - Rekening**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117,

Beslist

De rekening van de VZW « Maison des jeunes d'Auderghem » dienstjaar 2020 goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

*Sophie de Vos quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

30.09.2021/A/0028 **Recette**

#### **Syndicat d'initiative d'Auderghem ASBL - Exercice 2020 - Compte**

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 et la loi du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 2003 et du 15 mai 2003 fixant l'entrée en vigueur des dispositions des lois précitées ;

Vu l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la comptabilité simplifiée de certaines associations sans but lucratif et fondations ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Décide

d'approuver le compte 2020 de l'a.s.b.l. « Syndicat d'Initiative d'Auderghem ».

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
26 votants : 26 votes positifs.

---

## **Ontvangerij**

### **VZW Vereniging ter bevordering van Oudergem - Dienstjaar 2020 - Rekening**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002 en bij de wet van 16 januari 2003 ;

Gelet op de koninklijk besluiten van 2 april en 15 mei 2003 omtrent de inwerktreding van voormelde wetten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 juni 2003 betreffende de vereenvoudigde boekhouding van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117;

Beslist

de rekening 2020 van de v.z.w. «Vereniging ter bevordering van Oudergem» goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

*Sophie de Vos entre en séance / treedt in zitting.*

*Ingrid Venier quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

30.09.2021/A/0029

## **Service Juridique**

**Introduction d'une action en justice devant le tribunal de l'entreprise de Bruxelles en vue de déclarer la résiliation unilatérale du contrat d'assurance pension complémentaire pour les agents contractuels notifiée par ETHIAS - BELFIUS illicite et de contraindre ETHIAS –BELFIUS à poursuivre l'exécution du contrat jusqu'à son 1er terme (1er janvier 2025). - Autorisation du Conseil communal**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, article 270 ;

Vu la décision du Collège du 7 septembre 2021 (#002/07.09.2021/B/0066#) ;

Considérant ce qui suit :

La Commune d'Auderghem a décidé d'instaurer un régime de pension complémentaire pour le personnel contractuel à partir du 1er janvier 2019 et de conclure un contrat à cette fin avec l'association momentanée Ethias– Belfius (décision du Conseil communal du 25 octobre 2018; #002/25.10.2018/A/0015#).

Par un courrier recommandé du 23 juin 2021, Ethias-Belfius dénoncent « *le déséquilibre structurel entre les droits et obligations mutuels des parties* » (entendez par là « *le niveau extrêmement bas des taux d'intérêt du marché qui persiste depuis de nombreuses années* » au regard du taux garanti dans le cadre du Règlement pour l'assurance pension du personnel contractuel) et notifient dès lors leur « *décision conjointe de faire usage de la*

*possibilité de résiliation du contrat du personnel contractuel des pouvoirs locaux affiliés avec effet au 1er janvier 2022 ».*

L'administration communale n'est pas en mesure de passer un nouveau marché avant le 1er janvier 2022.

Le Ministre bruxellois des Pouvoirs locaux a été informé, le 12 juillet 2021, de la nécessité de passer, au niveau le plus important et de la façon la plus large, un accord cadre ou marché conjoint pour attribuer un nouveau contrat assurant un régime de pension complémentaire aux agents contractuels des pouvoirs locaux.

La Ministre fédérale des Pensions a été interpellée, le 13 juillet 2021, afin de relancer un accord-cadre au vu de la compétence fédérale en matière de pension, de l'expertise de l'administration fédérale compétente et de ce qu'un marché passé à l'échelle nationale peut conduire à des conditions plus intéressantes qu'un marché passé par une seule administration communale ou passé à l'échelle de la Région bruxelloise.

Le 16 juillet 2021, le Ministre bruxellois des Pouvoirs locaux a sollicité la Conférence des Bourgmestres pour connaître les intentions des pouvoirs locaux déjà affiliés à un contrat avec ETHIAS – BELFIUS et des pouvoirs locaux qui souhaitent encore souscrire une pension complémentaire pour leurs agents contractuels.

A ce jour, la Ministre fédérale des Pensions ni le Ministre bruxellois des Pouvoirs locaux n'ont informé l'administration communale de suites permettant de garantir la conclusion d'un contrat assurant la pension complémentaire des agents contractuels à dater du 1er janvier 2022.

Parallèlement à ces démarches, l'administration a sollicité l'avis d'une spécialiste pour analyser la légalité de la résiliation unilatérale notifiée par Ethias – Belfius.

Une mise en demeure a été expédiée le 27 juillet 2021 à Ethias et Belfius :

- en attirant expressément leur attention sur l'impossibilité matérielle de la commune d'Auderghem de trouver une solution alternative opérationnelle au 1er janvier 2022

et

- en les mettant en demeure de poursuivre l'exécution du contrat d'assurance groupe régi par le Règlement d'assurance de groupe n°91006732 jusqu'à son premier terme, soit le 1er janvier 2025.

Le 30 août 2021, les avocats d'ETHIAS – BELFIUS ont opposé une fin de non-recevoir à cette mise en demeure.

Ils ont, par la même occasion, confirmé l'obligation de l'administration communale de poursuivre, à l'égard de ses travailleurs, l'engagement de pension complémentaire.

La commune d'Auderghem n'a donc d'autre choix que d'introduire une action en justice en vue de déclarer la résiliation unilatérale illicite et de contraindre ETHIAS – BELFIUS à poursuivre l'exécution du contrat jusqu'à son 1er terme (1er janvier 2025).

DECIDE :

- d'autoriser le Collège à introduire un recours au tribunal de l'entreprise de Bruxelles à l'encontre d'ETHIAS-BELFIUS en vue de déclarer illicite la résiliation unilatérale du contrat d'assurance groupe régi par le Règlement d'assurance de groupe n°91006732 et de contraindre ETHIAS – BELFIUS à poursuivre l'exécution du contrat jusqu'à son 1er terme (1er janvier 2025).
- de charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

**Juridische dienst**

**Rechtsvordering instellen bij de Ondernemingsrechtbank te Brussel met het oog op de eenzijdige opzegging van de aanvullende verzekeringsovereenkomst voor arbeidscontractanten waarvan ETHIAS - BELFIUS kennis heeft gegeven, onwettig te verklaren en ETHIAS - BELFIUS te dwingen de uitvoering van het contract tot de eerste termijn ervan (1 januari 2025) voort te zetten. - Machtiging van de Gemeenteraad**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet; artikel 270;

Overwegende de beslissing van het College van 7 september 2021 (#002/07.09.2021/B/0066#);

Overwegende wat volgt :

De gemeente Oudergem heeft beslist om vanaf 1 januari 2019 een aanvullende pensioenregeling voor contractuele personeelsleden in te voeren en hiertoe een contract te sluiten met de tijdelijke vereniging Ethias-Belfius (besluit van de gemeenteraad van 25 oktober 2018; #002/25.10.2018/A/0015#).

Bij aangetekend schrijven van 23 juni 2021 hebben Ethias-Belfius "*het structurele gebrek aan evenwicht tussen de wederzijdse rechten en plichten van de partijen*" aan de kaak gesteld (d.w.z. "*het extreem lage niveau van de marktrente dat al vele jaren aanhoudt*" ten opzichte van de rente die door de verordening voor de pensioenverzekering van de arbeidscontractanten wordt gegarandeerd) en derhalve kennis gegeven van hun "*gezamenlijk besluit om gebruik te maken van de mogelijkheid om de overeenkomst van de arbeidscontractanten van de aangesloten plaatselijke overheden met ingang van 1 januari 2022 op te zeggen*".

Het gemeentebestuur is niet in staat om vóór 1 januari 2022 een nieuw overheidsopdracht te gunnen.

De Brusselse Minister voor Plaatselijke Besturen werd op 12 juli 2021 op de hoogte gebracht van de noodzaak om op het belangrijkste niveau en in de ruimst mogelijke zin een raamovereenkomst of een gezamenlijk contract te sluiten voor de gunning van een nieuw contract dat voorziet in een aanvullende pensioenregeling voor het contractuele personeel van de plaatselijke besturen.

Op 13 juli 2021 werd de Federale Minister van Pensioenen verzocht ook een raamovereenkomst te sluiten, gelet op de federale bevoegdheid op het gebied van pensioenen, de deskundigheid van de bevoegde federale administratie en het feit dat een overeenkomst op nationaal niveau tot aantrekkelijker voorwaarden zou kunnen leiden dan een overeenkomst die door één enkele gemeentelijke besturen of op het niveau van het Brussels Gewest wordt gesloten.

Op 16 juli 2021 vroeg de Brusselse Minister van Plaatselijke Besturen aan de Conferentie van Burgemeesters om te peilen naar de intenties van de plaatselijke besturen die al aangesloten zijn bij een contract met ETHIAS - BELFIUS en van de plaatselijke besturen die nog wensen in te tekenen op een aanvullend pensioen voor hun contractuele personeelsleden.

Tot op heden heeft noch de Federale minister van Pensioenen, noch de Brusselse minister van Plaatselijke Besturen het gemeentebestuur op de hoogte gebracht van enige maatregel die het sluiten van een contract voor het aanvullend pensioen van arbeidscontractanten vanaf 1 januari 2022 zou garanderen.

Parallel met deze stappen heeft de administratie het advies van een specialist ingewonnen om de wettigheid van de door Ethias - Belfius aangemelde eenzijdige opzegging te onderzoeken.

Op 27 juli 2021 werd een ingebrekestelling gezonden aan Ethias en Belfius:

- uitdrukkelijk hun aandacht vestigend op de materiële onmogelijkheid voor de gemeente

Oudergem om op 1 januari 2022 een operationele alternatieve oplossing te vinden en

- door hen formeel aan te manen de uitvoering van de groepsverzekeringsovereenkomst waarop de groepsverzekeringsverordening nr. 91006732 van toepassing is, voort te zetten tot de eerste termijn, d.w.z. 1 januari 2025.

Op 30 augustus 2021 weigerden de advocaten van ETHIAS - BELFIUS deze ingebrekestelling te aanvaarden.

Tegelijkertijd bevestigden zij de verplichting van het gemeentebestuur om de aanvullende pensioentoezegging voor zijn werknemers voort te zetten.

De gemeente Oudergem heeft dus geen andere keuze dan naar de rechter te stappen om de eenzijdige opzegging onwettig te verklaren en ETHIAS - BELFIUS te verplichten de uitvoering van het contract tot de eerste termijn (1 januari 2025) voort te zetten.

BESLUIT :

- het College te machtigen om bij de Ondernemingsrechtbank te Brussel beroep in te stellen tegen ETHIAS-BELFIUS teneinde de eenzijdige beëindiging van de groepsverzekeringsovereenkomst waarop groepsverzekeringsverordening nr. 91006732 van toepassing is, onwettig te verklaren en ETHIAS-BELFIUS te dwingen de overeenkomst tot de eerste vervaldag (1 januari 2025) te blijven uitvoeren.
- de gemeentesecretaris en de burgemeester op te dragen dit besluit uit te voeren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0030

### **Service Juridique**

**Introduction d'une requête d'appel à l'encontre de deux jugements prononcés par le tribunal de première instance de Bruxelles (aff. 2019/2287/A ; 2019/2288/A) et concernant les taxes enrôlées à charge de la BVBA CLEAR CHANNEL pour l'exercice d'imposition 2018- troisième trimestre - exercice 2018 quatrième trimestre - Autorisation d'ester en justice - MONTANT TOTAL : 159.825,00 €**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, article 270 ;

Vu la décision du Collège du 2 mars 2021 (002/02.03.2021/B/0098) ;

DECIDE :

- d'autoriser le Collège à introduire une requête d'appel à l'encontre de deux jugements prononcés par le tribunal de première instance de Bruxelles (aff. 2019/2287/A ; 2019/2288/A) et concernant les taxes enrôlées à charge de la BVBA CLEAR CHANNEL pour l'exercice d'imposition 2018- troisième trimestre - exercice 2018 quatrième trimestre - Autorisation d'ester en justice - MONTANT TOTAL : 159.825,00 € ;
- de charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre de l'exécution de cette décision ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

**Beroep tegen twee vonnissen van het rechtbank van eerste aanleg (aff. 2019/2287/A ;**

**2019/2288/A) en betreffende de ingekohierd belastingen op vaste panelen ten laste van BVBA CLEAR CHANNEL - Aanslagjaar 2018 - derde kwartaal - Aanslagjaar 2018 - vierde kwartaal - Machtiging om gerechtelijke procedures in te dienen - BEDRAG: 159.825,00 €**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet; artikel 270;

Overwegende de beslissing van het College van 2 maart 2021 (002/02.03.2021/B/0098) ;

**BESLIST**

- het College te machtigen om een beroep tegen twee vonnissen van het rechtbank van eerste aanleg (aff. 2019/2287/A ; 2019/2288/A) en betreffende de ingekohierd belastingen op vaste panelen ten laste van BVBA CLEAR CHANNEL - Aanslagjaar 2018 - derde kwartaal - Aanslagjaar 2018 - vierde kwartaal in te dienen - BEDRAG: 159.825,00 € ;

- belast de Gemeentesecretaris en de Burgemeester van de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0031 **Service Juridique**

**Marché de services pour la désignation d'une équipe pluridisciplinaire d'auteurs de projet chargée de la conception et du contrôle d'exécution de la rénovation du bâtiment de la maison communale d'Auderghem et du CPAS - Fixation des conditions de passation - Approbation de la dépense et du cahier des charges**

Le CONSEIL

Vu la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la nouvelle loi communale, les articles 234 et 236 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, l'article 38, §1<sup>er</sup> 1<sup>o</sup>, a) à d) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;

Considérant ce qui suit :

Le Collège a souhaité engager les études sur la relocalisation ou la rénovation du bâtiment de la maison communale appelé à accueillir les services administratifs communaux et du CPAS.

Dans le cadre de la mission Assistance au pilotage et à la conception de process organisationnels (NWoW) pour la relocalisation ou rénovation de la maison communale et du CPAS, la société Deloitte a réalisé des analyses retranscrites dans trois rapports.

La rénovation du bâtiment de la maison communale accueillant les services du CPAS sera un marché de travaux conséquents et complexes pour lequel l'administration communale ne disposant pas de l'expertise de suivi et de contrôle, un assistant à la maîtrise d'ouvrage a été désigné (022/30.03.2021/B/0115).

Afin d'assister l'administration dans la mission complète de conception et de contrôle de l'exécution des travaux pour la rénovation lourde, une équipe d'auteur de projet

pluridisciplinaire (architectes, ingénieurs en techniques spéciales et en stabilité, conseillers PEB) doit être désignée.

Le marché est passé par procédure concurrentielle avec négociation, procédure préconisée par le maître architecte pour ce type de marché, et est soumis à la publicité européenne.

Le présent marché rentre dans l'hypothèse d'un marché complexe visée par l'article 38, §1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

La complexité du marché résulte notamment des éléments suivants :

- Rénovation d'un bâtiment accueillant une pluralité d'usagers et de finalités (services communaux accomplissant un grand nombre de missions de service public très diversifiées pour de très nombreuses catégories différentes de citoyens, services du CPAS, bibliothèques et ludothèques) impliquant une gestion des flux différenciée ;
- Bâtiment vétuste mais inscrit à l'inventaire bruxellois du patrimoine immobilier, ce qui impose de conserver et/ou mettre en valeur le bâtiment existant tout en tenant compte des nouvelles contraintes modernes (notamment, PEB, accueil des personnes handicapées, etc...) ;
- Bâtiment situé sur un sous-sol parcouru de nappes et cours d'eau souterrains ;
- Interactions fonctionnelles et structurelles avec le Centre culturel.

La procédure se déroule en deux phases. Dans la première phase, entre minimum 3 et maximum 5 candidats seront sélectionnés. Dans la deuxième phase, les candidats sélectionnés seront invités à remettre une offre.

Le bouwmeester Maître architecte (BMA) a accompagné et continuera de conseiller l'administration pendant l'ensemble de la procédure, notamment lors de la rédaction du cahier spécial des charges des bureaux d'études et entreprises de travaux, de la rédaction du programme des besoins, de la sélection qualitative des candidats et lors du comité d'avis pour l'analyse des offres. Le BMA accompagnera l'administration après l'attribution de la procédure jusqu'à la demande de permis, notamment dans le cadre de l'avis BMA puisqu'il est obligatoire pour la complétude du dossier de demande de permis du projet.

Le montant total du marché (architecte et bureaux d'études) est estimé à 1.655.000 euros TVA et clauses de réexamen comprises comprises (le montant des travaux estimé à 12.075.000 euros HTVA, y compris une marge d'imprévision de 15%, hors révision, hors honoraires et hors frais de raccordement des régies)

Un montant de 1.125.000euros a été prévu à l'article 104/72460 "Projet nouvelle maison communale : Architecte" du budget extraordinaire 2021 mais il devra être reporté et complété d'un montant de 530.000euros correspondant à l'estimation des marchés de bureaux d'étude à l'occasion du vote du budget 2022.

DECIDE

- d'établir un marché de service pour la désignation d'une équipe pluridisciplinaire d'auteurs de projet chargée de la conception et du contrôle d'exécution de la rénovation du bâtiment de la maison communale d'Auderghem (en vue d'y relocaliser tous les services de l'administration communale présents actuellement dans le bâtiment ainsi que les services du CPAS) par procédure concurrentielle avec négociation et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°CSC02/CA2021 ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- de prendre connaissance qu'un montant de 1.125.000euros a été prévu à l'article 104/72460 "Projet nouvelle maison communale : Architecte" du budget extraordinaire 2021 qu'il y aura lieu de reporter et d'y ajouter le montant de 530.000euros, correspondant à l'estimation des marchés de bureaux d'études, à l'occasion du vote du budget 2022 ;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

## **Juridische dienst**

### **Overheidsopdracht van diensten voor de aanstelling van een multidisciplinair team van projectontwerpers belast met het ontwerp en de contrôle van de uitvoering van de renovatie van het gemeentehuis van Oudergem en het OCMW-gebouw - Vastelling van de voorwaarden van de aanbesteding - Goedkeuring van de uitgaven en lastenboek**

De RAAD

Vu la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikelen 234 en 236;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, artikel 38, §1<sup>er</sup> 1<sup>o</sup>, a) à d) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in klassiek sectoren;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake (overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies)

Overwegende wat volgt :

Het College wenst studies op te starten over de herlokalisatie of renovatie van het gemeentehuis, waarin de gemeentelijke administratieve diensten en het OCMW zijn ondergebracht.

In het kader van de opdracht Bijstand bij het sturen en ontwerpen van organisatieprocessen (NWoW) voor de herlokalisatie of renovatie van het gemeentehuis en het OCMW, heeft het bedrijf Deloitte analyses uitgevoerd die zijn getranscribeerd in drie rapporten.

De renovatie van het gemeentegebouw waarin de diensten van het OCMW zijn ondergebracht, zal een omvangrijke en complexe opdracht voor werken zijn waarvoor het gemeentebestuur niet over de nodige deskundigheid beschikt om toezicht en controle uit te oefenen, daarom is een medewerker projectbeheer aangesteld (022/30.03.2021/B/0115).

Om de administratie bij te staan bij het volledige ontwerp en het toezicht op de uitvoering van de werken voor de zware renovatie, moet een multidisciplinair projectteam (architecten, speciale en stabiliteitsingenieurs, EPB-adviseurs) worden aangesteld.

De opdracht wordt geplaatst via een mededingingsprocedure met onderhandeling, de procedure die door de bouwmeester maître architecte (BMA) voor dit soort opdracht wordt aanbevolen en met Europese bekendmaking.

Kadert deze opdracht voor architectuurdiensten wel degelijk in de hypothese bedoeld in artikel 38, § 1, 1<sup>o</sup> van de wet van 17 juni 2016 van een complexe opdracht.

De complexiteit is met name het gevolg van de volgende elementen:

- Renovatie van een gebouw voor meerdere gebruikers en doeleinden (gemeentediensten die een groot aantal zeer gediversifieerde taken van openbare dienstverlening vervullen voor veel verschillende categorieën burgers, OCMW-diensten, bibliotheken en spelotheken) met gedifferentieerd beheer van de stromen en contacten ;
- Een verouderd gebouw, maar dat wel is opgenomen in de Brusselse inventaris van het onroerend erfgoed. Dat betekent dat het bestaande gebouw moet worden behouden en/of verbeterd, rekening houdend met de nieuwe moderne eisen (met name EPB, toegankelijkheid voor personen met een beperking, enz.);
- Gebouw gelegen op een ondergrond met ondergrondse grondwaterlagen en -stromen;
- Functionele en structurele interacties met het cultureel centrum.

De procedure verloopt in twee fasen. In de eerste fase worden tussen minimaal 3 en maximaal 5 kandidaten zullen worden geselecteerd. In de tweede fase worden de geselecteerde kandidaten uitgenodigd om een offerte in te dienen.



De bouwmeester maître architecte (BMA) begeleidt de aanbestedende overheid gedurende de hele procedure en zal dit blijven doen, met name bij de opmaak van het bestek voor de studiebureaus en de bouwondernemingen en het behoeftenprogramma, de kwalitatieve selectie van de kandidaten en bij het adviescomité voor de analyse van de offertes. De BMA begeleidt de administratie na de gunning van de procedure tot aan de vergunningsaanvraag, meer bepaald door advies te verlenen wanneer dat verplicht is voor de volledigheid van het dossier voor de vergunningsaanvraag van het project.

Het totaal bedrag van de opdracht (architect en studiebureaus) geschat wordt op 1.655.000 euro BTW inbegrepen.

Het totale bedrag van de honoraria wordt vastgesteld op 10% van het bedrag van de werkzaamheden (wordt geraamd op 12.075.000 euro excl. btw, inclusief een marge van 15% voor onvoorziene uitgaven, exclusief revisies, erelonen en aansluitingskosten voor nutsvoorzieningen)

Een bedrag van 1.125.000euro is op de artikel 104/72460 "Project voor een nieuw gemeentehuis:architect" van de buitengewone begroting van 2021, maar dit zal moeten overgedragen en aangevuld met een bedrag van 530.000euro dat overeenstemt met de raming van de studieopdrachten bij de stemming over de begroting 2022.

**BESLIST :**

- om de opdracht voor bijstand aanneming van diensten met als voorwerp de aanstelling van een multidisciplinair team van projectontwerpers belast met het ontwerp en de controle van de uitvoering van de renovatie van het gemeentehuis van Oudergem gebouw (met het oog op de verhuizing van de diensten van het gemeentehuis en de diensten van het OCMW) via mededingingsprocedure met onderhandeling en de toewijzingswijze van de opdracht vast te leggen volgens het bijzonders lastenboek n°CSC02/CA2021 :

- om in de bijlage aankondiging goed te keuren ;

- er nota van te nemen dat op artikel 104/72460 "Project voor een nieuw gemeentehuis: architect" van de buitengewone begroting van 2021 een bedrag van 1.125.000euro was opgenomen, dat zal moeten worden overgedragen en bij de stemming over de begroting 2022 zal moeten worden aangevuld met een bedrag van 530.000 euro, dat overeenkomt met de raming van de studieopdrachten.

Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel, overgemaakt worden aan de Heer Minister van Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

*Ingrid Venier entre en séance / treedt in zitting.*

---

30.09.2021/A/0032

**Service Juridique**

**Marché public de services de nettoyage des bâtiments communaux réservé à l'économie sociale d'insertion - Procédure ouverte avec publication européenne - Approbation du cahier des charges et des autres documents du marché**

Le CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 § 1 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant ce qui suit :

Le contrat de nettoyage des bâtiments communaux se termine le 31 décembre 2021 .

La Commune d'Auderghem souhaite donc relancer le marché en favorisant les entreprises d'économie sociale.

Le marché est divisé en lots et dispose d'un critère d'attribution relatif au respect des exigences environnementales.

Le marché a une durée de un an et sera évalué annuellement et potentiellement reconduit à maximum deux reprises.

DECIDE :

- de valider le Cahier des charges n° JUR/TM/3-2021 ayant pour objet "Nettoyage des bâtiments communaux" (marché réservé à une entreprise d'économie sociale) selon la procédure ouverte avec publication européenne (marché de un an reconductible deux fois) ainsi que les autres documents du marché ;
- d'approuver la dépense de 100.700,00 € HTVA / an réparti comme suit : 11.500 € HTVA (maison de la prévention), 78.200 € HTVA (Maison communale et parking), 11.000 € (bibliothèque du centre, bibliothèque néerlandophone et ludothèque) ;
- de transmettre la présente délibération au Ministre en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

#### **Overheidsopdracht voorbehouden aan de sociale ondernemingen betreffende de reiniging diensten van de gemeentelijke gebouwen - Openbare procedure met Europese bekendmaking - Goedkeuring van het lastenboek en van de andere documenten van de opdracht**

#### DE RAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234§1 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat :

De huidige opdracht voor de reiniging van de gemeentelijke gebouwen beëindigt op 31 december 2021 ;

De gemeente Oudergem wil daarom een nieuw oproep tot mededinging bekendmaken en de voorkeur te geven aan bedrijven uit de sociale economie.

De opdracht is verdeeld in percelen en heeft een gunningcriteria betreffende de naleving van de Milieuvoorschriften.

De opdracht heeft een looptijd van één jaar en zal jaarlijks worden geëvalueerd en eventueel tweemaal worden verlengd.

#### BESLIST

- Om het lastenboek n° JUR/TM/3-2021 met als voorwerp "Reiniging van de gemeentelijke gebouwen"(opdracht voorbehouden aan een sociale onderneming) en de andere opdracht documenten goed te keuren volgens de openbare procedure met Europese bekendmaking (opdracht van één jaar met twee verlengingen) ;
- Om de geschatte uitgaven van 100.700,00 € BTW niet inbegrepen / jaar , die zoals

gedetailleerd zijn : 11.500 € BTW niet inbegrepen / jaar (Preventiehuis) , 78.200 € BTW niet inbegrepen / jaar (Gemeentehuis) , 11.000 € BTW niet inbegrepen / jaar (Bibliotheek van het centrum, Nederlandse bibliotheek en ludotheek) goed te keuren ;

- Om deze beraadslaging aan de Minister belast met de plaatselijke besturen te verzenden

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0033

## **Ressources Humaines**

### **Rapport annuel 2020 sur la gestion des Ressources humaines dans la commune.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 70 ter, paragraphe 1er;

PREND ACTE

Du rapport annuel 2020 de la Directrice des Ressources humaines sur la gestion des ressources humaines dans la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

## **Human Resources**

### **Jaarverslag 2020 betreffende het humanresourcesmanagement in de gemeente**

DE RAAD,

Gezien artikel 70ter, paragraaf 1 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT AKTE

van het jaarverslag 2020 van de Directrice Human resources ten behoeve van de gemeenteraadsleden betreffende het humanresourcesmanagement in de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

30.09.2021/A/0034

## **Secrétariat**

### **Question orale de Madame Christine Bogaert (DéFI) à propos de l'ouverture d'un centre d'accueil Fedasil pour mineurs étrangers non accompagnés**

Monsieur le Président,

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers Collègues,

Chaque année, des milliers d'enfants dans le monde, plus ou moins grands, quittent leurs pays d'origine pour rejoindre un pays d'accueil plus protecteur ou respectueux des droits humains. Certains voyagent avec leur famille, d'autres voyagent ou se retrouvent seuls à

l'arrivée, sans parents ou représentant légal. On les appelle les mineurs étrangers non accompagnés (MENA). Une fois arrivés dans un pays d'accueil, c'est une nouvelle étape qui commence pour eux avec son lot d'obstacles, d'attentes, d'incompréhensions, d'humiliations et de discriminations, mais aussi d'espoir et de solidarité.

C'est dans ce contexte, que nous apprenions récemment que Fedasil allait implanter un nouveau centre d'accueil pour mineurs étrangers non accompagnés dans une ancienne maison de repos à Auderghem. Celui-ci devrait permettre d'accueillir une soixantaine de jeunes arrivés sans parents en Belgique à partir du mois d'octobre.

En tant que responsable du groupe 95 d'Amnesty Auderghem, ce projet me tient particulièrement à cœur et s'inscrit pleinement dans les objectifs poursuivis par la commune d'Auderghem suite à l'adoption à l'unanimité, le 2 mars 2018, par le Conseil communal, de la motion « Auderghem, commune hospitalière ». Pour rappel, cette motion avait affirmé notre volonté d'agir pour une plus grande justice migratoire.

Si je peux comprendre les doutes et les craintes des riverains du futur centre d'accueil, n'oublions pas que les principes d'humanité ne sont pas négociables. Quels que soient leurs parcours ou le statut de leurs demandes d'asile, nous nous devons d'accueillir dignement ces personnes vulnérables. C'est une question de valeurs et ce sont les miennes, celles de mon parti et de ma commune.

Mes questions sont les suivantes :

- Pourriez-vous nous exposer plus concrètement le projet dont il est question ici. Qu'est-il exactement prévu comme accueil et encadrement des jeunes ?
- La commune d'Auderghem a-t-elle été concertée en amont de la décision d'implémentation du futur centre d'accueil ?
- La commune d'Auderghem devra-t-elle intervenir financièrement et/ou humainement dans la gestion du centre ?
- Des interactions entre les riverains, le tissu associatif de la commune et les jeunes hébergés au sein du centre sont-elles prévues ou possibles ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Christine Bogaert

Conseillère communale

**Réponse de Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre :**

Mesdames les conseillères,

FEDASIL une agence fédérale qui s'occupe de l'hébergement de migrants.

Le 16.08.21 le Gouvernement fédéral via FEDASIL a conclu un bail à durée indéterminée en vue d'occuper un bâtiment sis 192 avenue Van Horenbeeck anciennement affecté en MR/MR.

Dans ce bâtiment, FEDASIL a décidé d'ouvrir un centre d'orientation et d'observation pour Mineurs Etrangers Non Accompagnés (MENA).

Pendant 3-4 semaines les jeunes mineurs seront encadrés, observés et ensuite orientés vers une structure d'accueil adapté.

En moyenne le centre accueillera par cycle une bonne cinquantaine de jeunes qui seront encadrés par plus ou moins 40 membres du personnel aux fonctions diverses.

La décision de FEDASIL n'est soumise à aucune concertation avec la commune dans la mesure où il s'agit de conclure un bail à durée indéterminée avec une faculté de préavis de 6 mois dans le respect de l'affectation urbanistique, logement, du bien concerné.

Dès que nous avons été en connaissance de cette décision, nous avons organisé des réunions de travail avec FEDASIL en vue d'une gestion harmonieuse du centre.

Des demandes précises ont été formulées quant à la sécurisation du bien et la gestion des abords, notamment, pour ce qui concerne les trafics liés à l'exploitation du bien.

La commune n'a en rien tardé dans ce dossier dans la mesure où il était impossible de communiquer sur des décisions non prises.

De même la commune n'a aucune connaissance des transactions immobilières qui se concluent sur son territoire.

Néanmoins, pour réussir ce projet, nous avons souhaité mobiliser toutes nos forces (CEMPA, Pavillon, prévention, police) pour renforcer, si besoin était, le travail d'accompagnement de FEDASIL. Il n'est pas exclu, en outre, que nos services comme FEADSIL fassent appel au bénévolat.

Hier, le SIAMU a visité les lieux à notre demande. Son avis sera requis pour l'ouverture du centre.

Il va de soi que nous apporterons une attention particulière à la bonne intégration de ce projet dans notre commune

Le Conseil prend acte.

---

## **Secretariaat**

### **Mondelinge vraag van mevrouw Christine Bogaert (DéFI) over de opening van een Fedasil-opvangcentrum voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen**

Mijnheer de voorzitter,  
Geachte burgemeester,  
Dames en heren schepenen,  
Geachte collega's,

Elk jaar verlaten duizenden kinderen over de hele wereld, zowel oudere als jongere, hun land van herkomst om zich te vestigen in een gastland dat meer bescherming biedt of dat meer rekening houdt met de mensenrechten. Sommigen reizen met hun familie, anderen reizen alleen of komen alleen aan, zonder ouders of wettelijke vertegenwoordigers. Zij worden niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (NBMV) genoemd. Zodra zij in een gastland zijn aangekomen, begint voor hen een nieuwe fase met heel wat obstakels, verwachtingen, misverstanden, vernederingen en discriminaties, maar ook vol hoop en solidariteit.

In die context vernamen we onlangs dat Fedasil een nieuw opvangcentrum voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen zou oprichten in een voormalig rusthuis in Oudergem. Dit moet vanaf oktober de opvang van een zestigtal jongeren die zonder ouders in België zijn aangekomen, mogelijk maken.

Als verantwoordelijke van de groep 95 van Amnesty Oudergem ligt dit project mij bijzonder nauw aan het hart. Het sluit volledig aan bij de doelstellingen die de gemeente Oudergem nastreeft sinds het unaniem aannemen van de motie "Oudergem, een gastvrije gemeente" door de gemeenteraad op 2 maart 2018. Ter herinnering: deze motie was een bekrachtiging van ons streven om te handelen voor meer rechtvaardigheid op het gebied van migratie.

Hoewel ik begrip kan opbrengen voor de twijfels en angsten van de buurtbewoners van het toekomstige opvangcentrum, mogen wij niet vergeten dat over de beginselen van menselijkheid geen discussie mogelijk is. We dienen deze kwetsbare personen, ongeacht hun traject of statuut in verband met hun asielaanvraag, op een waardige manier op te vangen. Dat is een kwestie van waarden, en die zijn de mijne, die van mijn partij en van mijn gemeente.

Vandaar dat ik de volgende vragen heb:

- Kunt u ons een meer concrete beschrijving geven van het project waarvan sprake?  
Wat is er precies gepland voor de opvang en de begeleiding van de jongeren?

- Werd de gemeente Oudergem geraadpleegd vóór de beslissing inzake de vestiging van het toekomstige opvangcentrum?
- Moet de gemeente Oudergem financieel en/of met menselijke middelen tussenkomen in het beheer van het centrum?
- Zijn er interacties gepland of mogelijk tussen de buurtbewoners, het verenigingsleven van de gemeente en de jongeren die in het centrum worden gehuisvest?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Christine Bogaert  
Gemeenteraadslid

**Antwoord van de heer Didier Gosuin, Burgemeester:**

Geachte mevrouw het gemeenteraadslid,

FEDASIL is een federaal agentschap dat zich bezighoudt met de huisvesting van migranten.

Op 16.08.21 sloot de federale regering via FEDASIL een huurovereenkomst voor onbepaalde duur met het oog op het betrekken van een gebouw gelegen aan de Van Horenbeecklaan 192, dat vroeger als rusthuis werd gebruikt.

FEDASIL heeft besloten om in dat gebouw een oriëntatie- en observatiecentrum voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (NBMV) te openen.

Gedurende 3-4 weken zullen de minderjarige jongeren worden begeleid, geobserveerd en vervolgens doorgestuurd naar een geschikte opvangstructuur.

Gemiddeld zal het centrum een vijftigtal jongeren per cyclus opvangen, die zullen worden begeleid door een veertigtal personeelsleden met verschillende functies.

De beslissing van FEDASIL is niet onderworpen aan enig overleg met de gemeente, aangezien het gaat om het sluiten van een huurovereenkomst voor onbepaalde tijd met een opzegtermijn van zes maanden, met inachtneming van de stedenbouwkundige bestemming, namelijk huisvesting, van het betrokken pand.

Zodra wij van deze beslissing op de hoogte waren, hebben wij werkvergaderingen met FEDASIL georganiseerd om het harmonieuze beheer van het centrum te waarborgen.

Er zijn specifieke vragen gesteld over de veiligheid van het pand en het beheer van de omgeving, met name wat betreft het verkeer in verband met de uitbating van het pand.

De gemeente heeft in dit dossier op geen enkele wijze vertraging opgelopen, aangezien het onmogelijk was te communiceren over beslissingen die nog niet waren genomen.

Evenzo heeft de gemeente geen kennis van de onroerendgoedtransacties die op haar grondgebied worden gesloten.

Om dit project tot een succes te maken, wilden wij echter al onze krachten mobiliseren (CEMPA, Pavillon, preventie, politie) om, indien nodig, het begeleidingswerk van FEDASIL te versterken. Het is bovendien niet uitgesloten dat onze diensten net als FEDASIL een beroep doen op vrijwilligers.

Gisteren heeft de DBDMH op ons verzoek de site bezocht. Zijn advies zal vereist zijn voor de opening van het centrum.

Het spreekt voor zich dat wij bijzondere aandacht zullen besteden aan de goede integratie van dit project in onze gemeente.

De Raad neemt akte.

**Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos du centre Fedasil avenue Van Horenbeeck**

Monsieur le Président,

Chers Collègues,

Nous l'avons appris par des riverains puis par la presse : l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile prépare, pour octobre (c'est-à-dire pour demain), l'ouverture d'un centre d'accueil pour mineurs étrangers non accompagnés, sur le site de l'ancienne maison de repos située au 102, avenue Van Horenbeeck.

Nos interrogations ne portent pas sur l'affectation du lieu, mais sur la procédure d'information des citoyens, que nous nous permettons de juger un peu légère.

En effet, la réunion d'information organisée le 23 septembre précédait d'à peine une semaine la date probable d'ouverture du centre. Elle portait donc bien son nom : il s'agissait d' « informer » les riverains et les parents d'élèves d'un fait accompli.

Dans ces circonstances, nous nous étonnons d'apprendre, je cite votre courrier aux riverains, que Fedasil prépare l'ouverture de ce centre d'accueil « depuis quelques mois ».

Le 20 février 2020, notre collègue Vanessa Rigodanzo, Conseillère communale PS, avait posé une question au Collège, relayant les inquiétudes des riverains quant à l'affectation du lieu.

Elle posait la question de savoir si vous aviez connaissance d'un projet pour ce bâtiment et si vous aviez eu des contacts avec le propriétaire quant à l'avenir de ce bâtiment. La réponse avait été que le propriétaire s'interrogeait sur l'affectation future de son bien et cela « sans précipitation ». Il a simplement été confirmé que la propriété était affectée à des équipements d'intérêts collectifs et de services publics.

Nos questions sont les suivantes :

- Quand le Collège a-t-il été informé du projet de Fedasil ? Par qui ?
- Pourquoi informer le public aussi tardivement ?
- La commune a-t-elle été associée à la réflexion sur l'affectation du lieu ?
- Comment s'est fait le contact entre Fedasil et le propriétaire ? La commune a-t-elle été un facilitateur ?
- L'établissement a-t-il, comme indiqué dans la réponse du Collège de février 2020, été mis aux normes ?
- Quelles ont été les conclusions de la visite des pompiers, le 29 septembre ?
- S'agit-il bien d'une location à long terme ? De quelle durée ?
- De quelle nature sera la collaboration entre Fedasil et les autorités communales ?
- Quelles seront les activités organisées par la commune à destination des jeunes du centre, mais aussi des écoles de la commune ?

Nous vous remercions.

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

**Réponse de Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre :**

Mesdames les conseillères,

FEDASIL une agence fédérale qui s'occupe de l'hébergement de migrants.

Le 16.08.21 le Gouvernement fédéral via FEDASIL a conclu un bail à durée indéterminée en vue d'occuper un bâtiment sis 192 avenue Van Horenbeeck anciennement affecté en MR/MR.

Dans ce bâtiment, FEDASIL a décidé d'ouvrir un centre d'orientation et d'observation pour Mineurs Etrangers Non Accompagnés (MENA).

Pendant 3-4 semaines les jeunes mineurs seront encadrés, observés et ensuite orientés vers une structure d'accueil adapté.

En moyenne le centre accueillera par cycle une bonne cinquantaine de jeunes qui seront encadrés par plus ou moins 40 membres du personnel aux fonctions diverses.

La décision de FEDASIL n'est soumise à aucune concertation avec la commune dans la mesure où il s'agit de conclure un bail à durée indéterminée avec une faculté de préavis de 6 mois dans le respect de l'affectation urbanistique, logement, du bien concerné.

Dès que nous avons été en connaissance de cette décision, nous avons organisé des réunions de travail avec FEDASIL en vue d'une gestion harmonieuse du centre.

Des demandes précises ont été formulées quant à la sécurisation du bien et la gestion des abords, notamment, pour ce qui concerne les trafics liés à l'exploitation du bien.

La commune n'a en rien tardé dans ce dossier dans la mesure où il était impossible de communiquer sur des décisions non prises.

De même la commune n'a aucune connaissance des transactions immobilières qui se concluent sur son territoire.

Néanmoins, pour réussir ce projet, nous avons souhaité mobiliser toutes nos forces (CEMPA, Pavillon, prévention, police) pour renforcer, si besoin était, le travail d'accompagnement de FEDASIL. Il n'est pas exclu, en outre, que nos services comme FEADSIL fassent appel au bénévole.

Hier, le SIAMU a visité les lieux à notre demande. Son avis sera requis pour l'ouverture du centre.

Il va de soi que nous apporterons une attention particulière à la bonne intégration de ce projet dans notre commune

Le Conseil prend acte.

---

#### **Secretariaat**

#### **Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over het FEDASIL-centrum in de Van Horenbeecklaan**

Mijnheer de voorzitter,

Geachte collega's,

We hebben via buurtbewoners en vervolgens via de pers het volgende vernomen: het Federaal Agentschap voor de opvang van asielzoekers bereidt de opening voor van een opvangcentrum voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen tegen oktober (met andere woorden tegen morgen), op de site van het vroegere rusthuis aan de Van Horenbeecklaan 102.

Onze vragen hebben geen betrekking op de bestemming van de site, maar op de voorlichtingsprocedure van de burgers, die volgens ons nogal zwak is.

De informatiebijeenkomst van 23 september vond immers plaats nauwelijks een week voor de vermoedelijke openingsdatum van het centrum. De naam was dus goed gekozen: het betrof "informatie" aan de omwonenden en de ouders van leerlingen over een voldongen feit.

In die omstandigheden zijn wij verbaasd te vernemen, en ik citeer uit uw brief aan de omwonenden, dat Fedasil de opening van dit opvangcentrum "al enkele maanden" aan het voorbereiden is.

Op 20 februari 2020 heeft onze collega Vanessa Rigodanzo, gemeenteraadslid van de PS, een vraag gesteld aan het college, waarin zij de bezorgdheid van de omwonenden over de bestemming van de site kenbaar maakte.

Zij vroeg of u op de hoogte was van plannen voor dit gebouw en of u met de eigenaar contact had gehad over de toekomst van dit gebouw. Het antwoord luidde dat de eigenaar



zich beraadde op de toekomstige bestemming van zijn pand en "geen haast had". Er werd gewoon bevestigd dat de eigendom bestemd is voor voorzieningen van collectief belang en van openbare diensten.

Vandaar onze volgende vragen:

- Wanneer is het college op de hoogte gebracht van het Fedasil-project? Door wie?
- Waarom werd het publiek zo laat geïnformeerd?
- Is de gemeente betrokken geweest bij de denkoefening over de bestemming van de site?
- Hoe is het contact tussen Fedasil en de eigenaar tot stand gekomen? Heeft de gemeente daarbij een faciliterende rol gespeeld?
- Is ervoor gezorgd dat de vestiging voldoet aan de normen, zoals aangegeven in het antwoord van het college van februari 2020?
- Wat waren de bevindingen van het bezoek van de brandweer op 29 september?
- Betreft het wel degelijk een huur op lange termijn? Voor hoelang?
- Wat zal de aard zijn van de samenwerking tussen Fedasil en de gemeentelijke overheden?
- Welke activiteiten zullen door de gemeente worden georganiseerd voor de jongeren van het centrum, maar ook voor de scholen van de gemeente?

Wij danken u.

Jeremy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

**Antwoord van de heer Didier Gosuin, Burgemeester:**

Geachte mevrouw het gemeenteraadslid,

FEDASIL is een federaal agentschap dat zich bezighoudt met de huisvesting van migranten.

Op 16.08.21 sloot de federale regering via FEDASIL een huurovereenkomst voor onbepaalde duur met het oog op het betrekken van een gebouw gelegen aan de Van Horenbeecklaan 192, dat vroeger als rusthuis werd gebruikt.

FEDASIL heeft besloten om in dat gebouw een oriëntatie- en observatiecentrum voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (NBMV) te openen.

Gedurende 3-4 weken zullen de minderjarige jongeren worden begeleid, geobserveerd en vervolgens doorgestuurd naar een geschikte opvangstructuur.

Gemiddeld zal het centrum een vijftigtal jongeren per cyclus opvangen, die zullen worden begeleid door een veertigtal personeelsleden met verschillende functies.

De beslissing van FEDASIL is niet onderworpen aan enig overleg met de gemeente, aangezien het gaat om het sluiten van een huurovereenkomst voor onbepaalde tijd met een opzegtermijn van zes maanden, met inachtneming van de stedenbouwkundige bestemming, namelijk huisvesting, van het betrokken pand.

Zodra wij van deze beslissing op de hoogte waren, hebben wij werkvergaderingen met FEDASIL georganiseerd om het harmonieuze beheer van het centrum te waarborgen.

Er zijn specifieke vragen gesteld over de veiligheid van het pand en het beheer van de omgeving, met name wat betreft het verkeer in verband met de uitbating van het pand.

De gemeente heeft in dit dossier op geen enkele wijze vertraging opgelopen, aangezien het onmogelijk was te communiceren over beslissingen die nog niet waren genomen.

Evenzo heeft de gemeente geen kennis van de onroerendgoedtransacties die op haar grondgebied worden gesloten.

Om dit project tot een succes te maken, wilden wij echter al onze krachten mobiliseren (CEMPA, Pavillon, preventie, politie) om, indien nodig, het begeleidingswerk van

FEDASIL te versterken. Het is bovendien niet uitgesloten dat onze diensten net als FEDASIL een beroep doen op vrijwilligers.

Gisteren heeft de DBDMH op ons verzoek de site bezocht. Zijn advies zal vereist zijn voor de opening van het centrum.

Het spreekt voor zich dat wij bijzondere aandacht zullen besteden aan de goede integratie van dit project in onze gemeente.

De Raad neemt akte.

---

30.09.2021/A/0036

**Secrétariat**

**Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (DéFI) : Covid Safe ticket**

Monsieur le Président,  
Mesdames Messieurs les Echevin.e.s,  
Monsieur le Bourgmestre,  
Cher.e.s Collègues,

Le Gouvernement Bruxellois a adopté en 1<sup>ère</sup> lecture un avant-projet d'ordonnance visant à mettre en œuvre l'extension de l'utilisation du Covid Safe Ticket lors de sa séance du 16 septembre dernier.

L'objectif du gouvernement est de le rendre applicable dès demain dans différents secteurs comme les discothèques, les établissements du secteur culturel, récréatif et festif, les établissements de soins résidentiels ou encore l'horeca. Si le pass sanitaire sera obligatoire au-delà d'un certain seuil, rien n'empêche les autorités locales de l'imposer en dessous.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Une concertation en amont avec la Région a-t-elle eu lieu ?
- Quels secteurs précisément sont concernés sur notre commune ?
- Comment seront organisés les contrôles et le cas échéant des sanctions sont-elles prévues ?
- Quel accompagnement sera mis en place par la Commune pour les commerçants et établissements visés par la mesure ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Stéphanie PAULISSEN  
Conseillère communale - DéFI

**Réponse de Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre :**

Madame la conseillère,

En tant que Bourgmestre, j'ai été convié le 15 septembre dernier par le Ministre-Président à un CORES (Conseil Régional de Sécurité) extraordinaire sur la situation vaccinale en Région bruxelloise et l'instauration future du Covid Safe Ticket.

Lors de celui-ci, le Ministre de la Santé, Monsieur Maron, nous a fait une brève présentation des grandes lignes sur l'instauration du CST pour le 1<sup>er</sup> octobre 2021.

Suite à cette réunion, nous avons mis un coup d'accélérateur au niveau de la commune afin de pouvoir prévenir le plus rapidement possible l'ensemble des secteurs concernés sur Auderghem par l'instauration du CST.

Ainsi nous avons organisé une grande réunion d'information ce mardi 28 septembre où l'ensemble des secteurs concernés ont été conviés. Lors de celle-ci, nous avons transmis

les informations qui étaient en notre possession, répondus aux différentes interrogations des personnes présentes et distribuer des affiches communales à apposer sur chaque établissement concerné par le CST. Ces affiches sont toujours disponibles pour les personnes n'ayant pas pu être présentes lors de cette réunion.

Je dois malheureusement regretter que les communes soient restées finalement comme beaucoup de monde dans une sorte de flou ambiant depuis le 15 septembre. Nous n'avons jamais reçu le moindre texte officiel ou nouvelle information. Ainsi c'est par la presse de ce lundi, que j'apprenais que finalement l'instauration du CST était reportée à Bruxelles d'abord au 8 octobre puis au 15 si tout va bien. J'avais par ailleurs soulevé ce risque lors du CORES et l'on m'avait ri au nez en m'assurant que tout serait bien prêt pour le 1<sup>er</sup> octobre.

Les secteurs concernés par l'instauration du CST sont les suivants :

- les dancing et discothèque (à partir du 1<sup>er</sup> octobre car décision fédérale) ;
- le secteur RECA (à l'exception des terrasses qui restent soumises aux règles en vigueur – distance, 8 personnes par table, places assises...);
- les centres de sports et de fitness (cela ne concerne pas le sport en extérieur en-dessous de 200 personnes – capacité de l'infrastructure) ;
- les foires commerciales et congrès (obligatoire à partir d'une jauge de 50 personnes ; avec possibilité de l'utiliser en-dessous de cette jauge) ;
- les établissements des secteurs culturel, récréatif et festif (obligatoire à partir d'une jauge de 50 personnes ; avec possibilité de l'utiliser en dessous)
- les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables ;
- les événements : à partir de 50 personnes en intérieur et 200 personnes en extérieur ;
- les hôtels sont concernés par les activités RECA, foires et congrès

En cas de non-respect des dispositions légales sur le CST, des sanctions pénales sont prévues à la fois pour les visiteurs et les organisateurs/gestionnaires d'établissements. Les contrôles seront effectués par les zones de police. Les Bourgmestres disposent cependant d'un pouvoir de fermeture administrative des établissements si nous recevons des informations précises de non-respect répétés des mesures sanitaires.

Le Conseil prend acte.

---

## Secretariaat

### **Mondelinge vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (DéFI): Covid Safe Ticket**

Mijnheer de voorzitter,  
Dames en heren schepenen,  
Geachte burgemeester,  
Geachte collega's,

De Brusselse Regering heeft tijdens haar zitting van 16 september in eerste lezing een ontwerp van ordonnantie aangenomen met het oog op de uitbreiding van het gebruik van het Covid Safe Ticket.

Het is de bedoeling van de Regering dat het Ticket vanaf morgen van toepassing is in verschillende sectoren, zoals discotheken, inrichtingen die behoren tot de culturele, recreatieve en feestelijke sector, residentiële zorginstellingen en de horeca. Boven een bepaalde drempel zal het Covid Safe Ticket verplicht zijn, maar niets belet de plaatselijke

overheden om het ook onder die drempel op te leggen.

Mijn vragen luiden dus als volgt:

- Is er vooraf overleg geweest met het Gewest?
- Welke specifieke sectoren in onze gemeente zijn betrokken?
- Hoe zullen de controles worden georganiseerd en is, zo nodig, in sancties voorzien?
- Welke begeleiding zal door de gemeente worden verleend aan de handelaren en inrichtingen die onder de maatregel vallen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Stéphanie PAULISSEN

Gemeenteraadslid - DÉFI

**Antwoord van de heer Didier Gosuin, Burgemeester:**

Mevrouw het gemeenteraadslid,

Als burgemeester werd ik door de minister-president uitgenodigd voor een buitengewone gewestelijke veiligheidsraad op 15 september over de vaccinatiesituatie in het Brussels Gewest en de toekomstige invoering van het Covid Safe Ticket.

Tijdens die raad heeft de minister van Volksgezondheid, de heer Maron, ons een korte schets gegeven van de invoering van het CST op 1 oktober 2021.

Naar aanleiding van deze vergadering hebben wij het proces op gemeentelijk niveau versneld om alle betrokken sectoren in Oudergem zo snel mogelijk op de hoogte te kunnen brengen van de invoering van het CST.

Zo hebben wij op dinsdag 28 september een grote voorlichtingsbijeenkomst georganiseerd waarop alle betrokken sectoren waren uitgenodigd. Tijdens die vergadering hebben wij de beschikbare informatie doorgegeven, de verschillende vragen van de aanwezigen beantwoord en gemeentelijke affiches uitgedeeld om uit te hangen in elke inrichting die te maken heeft met het CST. Deze affiches zijn nog steeds beschikbaar voor degenen die de vergadering niet konden bijwonen.

Tot mijn spijt moet ik vaststellen dat de gemeenten, net als veel anderen, sinds 15 september in het vage worden gehouden. We hebben nooit een officiële tekst of nieuwe informatie ontvangen. Zo vernam ik maandag via de pers dat de invoering van het CST in Brussel uiteindelijk is uitgesteld, eerst tot 8 oktober en vervolgens, als alles goed gaat, tot 15 oktober. Ik stelde dit risico aan de orde op de gewestelijke veiligheidsraad en men lachte mij uit en verzekerde me dat alles wel degelijk klaar zou zijn tegen 1 oktober.

De sectoren die onder de invoering van het CST vallen, zijn de volgende:

- de dancings en discotheken (vanaf 1 oktober, want er het betreft een federale beslissing);
- de restaurant- en cafésector (niet van toepassing voor de terrassen, waarvoor de geldende regels van kracht blijven: afstand, 8 personen per tafel, zitplaatsen enz.);
- de sport- en fitnesscentra (niet voor buitenevenementen met minder dan 200 personen - capaciteit van de infrastructuur);
- handelsbeurzen en congressen (verplicht vanaf een capaciteit voor 50 personen; maar ook mogelijk om het voor een lagere capaciteit te gebruiken);
- de inrichtingen die behoren tot de culturele, recreatieve en feestelijke sector (verplicht vanaf een capaciteit voor 50 personen; maar ook mogelijk om het voor een lagere capaciteit te gebruiken);
- de residentiële zorginstellingen voor kwetsbare personen;

- événements vanaf 50 personen binnen en 200 personen buiten;
- voor de hotels geldt de regel voor de restaurant- en café-activiteiten en voor beurzen en congressen.

In geval van niet-naleving van de wettelijke bepalingen inzake het CST is voorzien in strafrechtelijke sancties voor zowel de bezoekers als de organisatoren/beheerders van inrichtingen. De controles zullen worden uitgevoerd door de politiezones. De burgemeesters hebben echter de bevoegdheid om inrichtingen administratief te sluiten indien zij specifieke informatie ontvangen over herhaalde niet-naleving van de gezondheidsmaatregelen.

De Raad neemt akte.

---

30.09.2021/A/0037

**Secrétariat**

**Question orale de Mesdames Pauline Vermeiren et Marie-Pierre Bauwens (ECOLOGROEN) : Renforcement du maillage vert bruxellois**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins  
Chers collègues

Tout le monde s'accorde à dire qu'Auderghem est une commune verte, non seulement parce qu'elle se situe en bordure de forêt de Soignes mais aussi parce qu'elle compte de nombreux espaces verts comme le parc Seny ou la promenade verte.

Depuis une vingtaine d'années, des actions sont menées au niveau régional afin de renforcer l'aménagement ou la rénovation d'espaces verts dans le cadre général du programme de maillage vert.

Ce concept de « maillage vert » comprend plusieurs fonctions :

- socio-récréative permettant la pratique de sport en plein air et de rencontres citoyennes
- écologique et environnementale permettant une meilleure circulation de la faune et de la flore ou la réduction des effets d'îlots de chaleur
- paysagère, culturelle et patrimoniale permettant la mise en valeur du patrimoine bâti et l'embellissement de la ville.

En pratique, la mise en oeuvre du maillage vert s'appuie sur différents leviers, et entre autres, par l'acquisition foncière de nouveaux terrains par la Région pour la création de nouveaux espaces verts.

Nos questions sont les suivantes :

- Comment notre commune s'intègre dans ce projet de renforcement du maillage vert bruxellois ?
- Quelles sont les zones identifiées par la Commune susceptibles de répondre au renforcement du maillage vert régional ?

Nous vous remercions pour votre attention.

Pauline VERMEIREN et Marie-Pierre BAUWENS  
Conseillères communales ECOLO GROEN

**Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin :**

Chers Collègues,

Nous n'avons pas attendu les initiatives régionales pour entreprendre des projets de plantations d'arbres dans nos voiries et nos espaces publics (récemment, Boon, Chaudron, Sacré-Cœur), la rénovation de nos venelles piétonnes ou le développement et le soutien à divers potagers collectifs (en cours, Sainte-Anne) et aussi pour défendre la forêt de Soignes et ses lisières.

Nous avons lancé un règlement « adopte un pied d'arbre et végétalisation des façades » il y a bientôt 2 ans à destination des particuliers.

Nous contenons également les projets portant atteintes à des espaces à bâtir mais qui sont des propriétés largement plantées. Nous saisissons toutes les occasions d'améliorer le maillage vert.

Nous soutenons les citoyens qui inscrivent leurs projets dans les initiatives Inspirons le quartier...

Nous prenons des initiatives pour verduriser nos bâtiments communaux et leur environnement : cours d'écoles, résidence Reine Fabiola. Nos services Plan vert et Voirie sont très impliqués dans ces projets et nous les remercions pour leur excellente contribution.

Dans le cadre du projet de PAD Herrmann-Debroux, nous avons sollicité la réalisation de nombre de nouveaux espaces verts dont celui de 24.000 m<sup>2</sup> sur le site Demey (propriété privée) et de multiples surfaces dans des propriétés régionales. Tous participent au renforcement du maillage vert à Auderghem.

Nous avons reçu le 16 juin dernier une lettre du Ministre de l'Environnement indiquant qu'un budget extraordinaire avait été dégagé pour répondre à des propositions d'acquisition d'espaces verts de proximité en vue de renforcer le maillage vert. Réponse attendue pour le 15 juillet ; délais courts car il s'agissait d'identifier les sites potentiels, de justifier le projet et de fournir également divers renseignements.

Auderghem a répondu le 15 juillet en identifiant les sites suivants et en fournissant les renseignements attendus.

- Domaine de Val Duchesse : bande de terrain bordant le cours de la Woluwe et le boulevard du Souverain : 20.000 m<sup>2</sup> (propriété publique)
- Terrain non-bâti à l'angle des rue Idiars et avenue de la Sablière : 420 m<sup>2</sup> (propriété privée)
- Couloir écologique entre Forêt de Soignes et parc Tenreuken : 6.000 m<sup>2</sup> (propriété privée)
- Couloir de liaison Clos des Mésanges - Parc de la Woluwe : 700 m<sup>2</sup> (propriété privée)
- Couloir de liaison Parc des Prince (avenue Vanden Thoren) - Forêt de Soignes : 4.500 m<sup>2</sup> (propriété publique)

Ce 22 septembre, nous avons reçu un accusé de réception signalant qu'une cinquantaine de propositions ont été reçues. Le Ministre annonce que « Le budget disponible en 2021 et les délais courts pour les utiliser ne permettront que de réaliser un nombre limité d'opérations cette année, mais les propositions non retenues seront conservées pour d'éventuelles opérations ultérieures. ».

Nous espérons donc que notre volonté de nous inscrire dans cette initiative régionale sera appréciée et que nos propositions seront suivies des actions attendues.

## **Réponse de Madame Sophie de Vos, Échevine**

Je compléterai en disant :

que chaque projet de rénovation de l'espace public fait l'objet d'une réflexion complète sur la verdurisation du quartier en plus des projets de plantations d'arbres indépendants des rénovations.

Que j'ai lancé un règlement « végétalisation des façades et adoption de pieds d'arbres » il y a bientôt 2 ans à destination des particuliers

Que nous sommes en train de développer un nouveau potager collectif à Sainte Anne qui viendra s'ajouter à la quinzaine déjà existante.

Que nous avons entrepris la verdurisation de certains bâtiments communaux

Que cette verdurisation fait aussi partie de la réflexion pour les nouveaux bâtiments communaux

Que les cours d'école sont verdurisées grâce au plan vert et à la voirie -que je remercie- et que des potagers collectifs y sont développés, toute comme à la résidence reine fabiola

Bref pour conclure nous ne nous reposons pas sur nos lauriers si je puis m'exprimer ainsi.

Le Conseil prend acte.

---

### **Secretariaat**

#### **Mondelinge vraag van mevrouw Pauline Vermeiren en mevrouw Marie-Pierre**

#### **Bauwens (ECOLO-GROEN): Versterking van het Brusselse groene netwerk**

Mijnheer de voorzitter,  
mijnheer de burgemeester,  
dames en heren schepenen  
, beste collega's

Iedereen is het er over eens dat Oudergem een groene gemeente is, niet alleen omdat ze aan de rand van het Zoniënwoud ligt, maar ook omdat ze over heel wat groene ruimten beschikt, zoals het Senypark en de Groene Wandeling.

De afgelopen twintig jaar zijn op gewestelijk niveau acties ondernomen om de aanleg of renovatie van groene ruimten te versterken in het algemene kader van het programma voor het groene netwerk.

Dit concept van "groen netwerk" omvat verschillende functies:

- een sociorecreatieve functie die de beoefening van openluchtsporten en burgerontmoetingen mogelijk maakt
- een ecologische en milieuvriendelijke functie die een betere circulatie van fauna en flora of de afzwakking van de hitte-eilandeffecten mogelijk maakt
- een functie qua landschap, cultuur en erfgoed, waardoor het gebouwde erfgoed en de verfraaiing van de stad beter tot hun recht kunnen komen.

In de praktijk steunt de uitvoering van het groene netwerk op verschillende hefboomen, waaronder de aankoop van nieuwe terreinen door het Gewest voor de aanleg van nieuwe groene ruimten.

Vandaar onze volgende vragen:

- Hoe sluit onze gemeente aan bij dit project om het Brusselse groene netwerk te versterken?
- Welke gebieden zijn door de gemeente aangewezen als gebieden die het gewestelijke groene netwerk kunnen versterken?

Alvast bedankt voor uw aandacht.

Pauline VERMEIREN en Marie-Pierre BAUWENS  
gemeenteraadsleden ECOLO GROEN

**Antwoord van de heer Alain Lefebvre, Schepen:**

Geachte collega's,

Wij hebben niet gewacht op gewestelijke initiatieven om zelf projecten rond de aanplanting van bomen langs onze wegen en op onze openbare ruimten te ondernemen (recent Boon, Chaudron, Heilig-Hart), om onze voetgangersstraten te renoveren of om meerdere collectieve moestuinen te ontwikkelen en te ondersteunen (Sint-Anna, in uitvoering) en ook om het Zoniënwoud en de randen van het woud te verdedigen.

Wij hebben bijna 2 jaar geleden een reglement met de benaming "adopteer een boomvoet en vergroen uw gevel" ingevoerd voor particulieren.

Wij hebben ook projecten die de te bebouwen ruimte aantasten, maar die grotendeels beplante eigendommen zijn. Wij grijpen elke gelegenheid aan om het groene netwerk te verbeteren.

We steunen burgers die hun projecten doen aansluiten bij de initiatieven rond "Vooruit met de wijk".

Wij nemen initiatieven om onze gemeentelijke gebouwen en hun omgeving groener te maken: schoolpleinen, de residentie Koningin Fabiola. Onze afdelingen Groenplan en Wegen zijn zeer betrokken bij deze projecten en wij danken hen voor hun uitstekende bijdrage.

In het kader van het ontwerp van RPA Herrmann-Debroux hebben wij de verwezenlijking van een aantal nieuwe groene ruimten aangevraagd, waaronder 24.000 m<sup>2</sup> op de Demey-site (particulier eigendom) en tal van oppervlakten in gewestelijke eigendommen. Ze dragen allemaal bij tot de versterking van het groene netwerk in Oudergem.

Op 16 juni ontvingen wij een brief van de minister van Leefmilieu met de mededeling dat een buitengewoon budget was vrijgemaakt om in te spelen op voorstellen voor de aankoop van nabije groene ruimten ter versterking van het groene netwerk. Antwoord verwacht tegen 15 juli; een korte deadline, aangezien het de bedoeling was potentiële sites aan te wijzen, het project te motiveren en ook diverse informatie te verstrekken.

Oudergem heeft op 15 juli geantwoord, waarbij de volgende sites werden genoemd en de verwachte informatie werd verstrekt.

- Domein van Hertoginnendal: strook grond grenzend aan de loop van de Woluwe en de Vorstlaan: 20.000 m<sup>2</sup> (openbaar domein)
- Onbebouwd terrein op de hoek van de Idiersstraat en de Zandgroeflaan: 420 m<sup>2</sup> (privé-eigendom)
- Ecologische corridor tussen het Zoniënwoud en het Park van Tenreuken: 6.000 m<sup>2</sup> (privé-eigendom)
- Verbindingscorridor Mezengarde - Woluwepark: 700 m<sup>2</sup> (privé-eigendom)
- Verbindingscorridor Prinsenpark (Vanden Thorenlaan) - Zoniënwoud: 4.500 m<sup>2</sup> (openbaar domein)

Op 22 september ontvingen wij een ontvangstbericht met de mededeling dat een vijftigtal voorstellen was ingediend. De minister kondigde aan dat "het in 2021 beschikbare budget en de korte deadlines voor het gebruik ervan het slechts mogelijk maken dit jaar een beperkt aantal verrichtingen uit te voeren, maar dat de voorstellen die niet worden geselecteerd, zullen worden bijgehouden voor mogelijke toekomstige acties".

Wij hopen dan ook dat onze wil om deel uit te maken van dit gewestelijke initiatief op prijs zal worden gesteld en dat onze voorstellen zullen worden gevolgd door de verwachte



acties.

**Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, Schepen**

Ik wil hier het volgende aan toevoegen:

Bij elk project voor de renovatie van de openbare ruimte wordt een volledige denkoefening gehouden over de vergroening van de wijk, naast de projecten voor de aanplanting van bomen, die losstaan van de renovaties.

Ik heb bijna 2 jaar geleden een reglement voor de "vergroening van de gevels en de adoptie van boomvoeten" ingevoerd voor particulieren.

Wij zijn bezig met de aanleg van een nieuwe collectieve moestuin in Sint-Anna, die bij de ongeveer vijftien reeds bestaande moestuinen komt.

We hebben een aantal gemeentelijke gebouwen groener gemaakt.

Deze vergroening maakt ook deel uit van de denkoefening voor de nieuwe gemeentelijke gebouwen.

De schoolpleinen worden vergroend dankzij de diensten Groenplan en Wegen - die ik dank - en er worden daar collectieve moestuinen aangelegd, net zoals bij de residentie Koningin Fabiola.

Kortom, wij rusten niet op onze lauweren, als ik dat zo mag zeggen.

De Raad neemt akte.

---

30.09.2021/A/0038

**Secrétariat**

**Question orale de Monsieur Matthieu Pillois (DéFI) à propos de l'impact de la réforme des rythmes scolaires en Fédération Wallonie-Bruxelles**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,  
Chers Collègues,

Le gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles a adopté le 12 mai dernier une note d'orientation qui refonde totalement le calendrier scolaire de l'enseignement obligatoire (maternel, primaire et secondaire) en réduisant la période des vacances d'été et en introduisant un meilleur équilibre entre les périodes d'apprentissage et les périodes de repos. Le projet alterne des périodes de 7 semaines de cours avec 2 semaines de congé. Les congés de l'automne et les congés de printemps seront du coup allongés à d'une semaine, en principe dès la rentrée scolaire en 2022.

Si sur le fonds, mon parti, DéFI, défend depuis de très nombreuses années une refonte des rythmes scolaires, le projet actuellement sur la table suscite beaucoup d'interrogations car ni la Flandre ni la Communauté germanophone n'ont marqué leur intention de suivre rapidement dans cette direction. De même pour l'enseignement supérieur en Fédération Wallonie Bruxelles. Cette désynchronisation des calendriers posera des problèmes pour les parents qui ont des enfants dans l'enseignement francophone et néerlandophone, ou dans l'enseignement obligatoire et supérieur. Difficultés aussi pour les professeurs qui enseignent dans le secondaire et dans le supérieur par exemple.

Ces craintes sont encore plus vives en Région bruxelloise où coexistent l'enseignement néerlandophone et francophone. Imaginez une famille bruxelloise avec un enfant dans l'enseignement néerlandophone et un autre dans l'enseignement francophone. Il n'aurait tout simplement plus des congès au même moments en cas de non-uniformisation de la réforme.

J'attire également votre attention sur la situation particulière des écoles en immersion dont une est présente sur le territoire de la commune. Ces écoles font déjà face à de graves difficultés de recrutement et de stabilisation des enseignants néerlandophones. En l'absence d'uniformisation de la réforme des rythmes scolaires, je crains, et je ne suis pas le seul, que cela ne provoque un détournement encore plus important des enseignants néerlandophones de l'enseignement en immersion en Communauté française et de facto impacte négativement notre école à Auderghem.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Le Collège a-t-il été consulté dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires avant et/ou en aval de la décision ? Si oui, quel a été sa position ? Si non, quel est la position du Collège par rapport à cette réforme et à ses impacts sur notre enseignement communal ?
- Dans la cas où la commune n'aurait pas été consultée, le Collège prévoit-il de mettre en place une consultation des directions d'école, des associations de parents afin de faire remonter au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles les potentielles inquiétudes de terrain ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Matthieu Pillois

Conseiller communal

**Réponse de Madame Élise Willame, Échevine :**

Bonjour Monsieur Pillois,

Je vous remercie pour votre question qui met en lumière un ce sujet important qu'est l'adaptation des rythmes scolaires tels que nous les connaissons aujourd'hui.

Vous le savez certainement, l'objectif premier de cette réforme est de mieux respecter les besoins physiologiques de l'enfant, de lutte contre l'échec scolaire et de tâcher de réduire les inégalités sociales qui n'ont de cesse de se reproduire dans l'enseignement.

L'école publique pour tous a été pensée au 19<sup>ème</sup> siècle et répondait aux besoins et contraintes de l'époque. S'il était pertinent de libérer les jeunes durant l'été pour les travaux agricoles, on peut se demander si cela reste bien le cas à l'heure actuelle, surtout à la lumière des travaux universitaires liés à la mémoire ou au nombre important d'élèves pour qui grandes vacances riment avec garderies, ennui et temps d'écran disproportionnés.

Il faut savoir que cette réforme initiée dans le cadre du Pacte pour un enseignement d'Excellence est largement soutenue par la Ligue des familles, le délégué général aux droits de l'enfant et l'ONE.

Si nous pouvons nous réjouir de cette adaptation du rythme scolaire, cette réforme aura des conséquences réelles.

Outre l'impact sur l'organisation de l'année scolaire, cette réforme va avoir une influence considérable sur l'organisation des centres de vacances, dès lors que ceux-ci devront répondre à la demande des parents et des enfants pour les deux semaines supplémentaires pour les congés de Printemps et d'Automne. Afin de pouvoir offrir un service de qualité, le secteur a par ailleurs demandé à la ministre Bénédicte LINARD, Vice-Président et ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes d'augmenter le montant de l'enveloppe fermée des centres de vacances et ainsi prévoir plus de moyens.

Pour ce qui est de la consultation, à l'heure actuelle, le Collège n'a pas été saisi de cette question pour la simple et bonne raison que, en dehors des effets d'annonce de Madame la Ministre Désir dans la presse, aucun acte officiel de la Fédération Wallonie-Bruxelles n'a encore été posé.

Les négociations qu'impliquent une telle réforme ne se font pas en ligne directe avec les

Pouvoirs Organisateurs, mais avec leurs représentants, à savoir, pour l'enseignement fondamental communal, le CECP. Dans ce cadre, nous n'avons pas encore été sollicités par cet organe de représentation.

En ce qui concerne l'impact sur nos centres scolaires, nous pensons que celui-ci devrait être mesuré. Certes il faudra revoir quelque peu l'organisation de nos horaires ainsi que de l'offre des activités parascolaires.

Pour ce qui est de l'organisation de nos stages et plaines de vacances, l'allongement des vacances de Pinteemps et d'Automne aura probablement un impact financier, notamment via les subventions octroyées par l'ONE. Nous avons d'ailleurs été consultés par Burlocalis à la demande de la ministre Bénédicte Linard afin d'avoir une vue d'ensemble sur le coût des plaines de vacances organisées par les acteurs de l'ATL (accueil temps libre). Cette réforme risque aussi d'avoir un impact sur la disponibilité de nos moniteurs qui sont, pour la plupart, étudiant dans l'enseignement supérieur.

Une autre difficulté que vous évoquez dans votre question réside dans cette fracture qui n'a de cesse de diviser notre pays entre communautés que vous évoquez dans votre question. Pour ce qui est de nos écoles, nous nous attendons à avoir encore plus difficile pour recruter de professeurs néerlandophones et assurer ainsi notre enseignement en immersion au centre scolaire du Pré des Agneaux. Dans ce cadre, notons toutefois que le service Enseignement, en collaboration avec la Direction d'école, ne manque pas de redoubler d'imagination et d'efforts ces dernières années pour faire face à une pénurie d'une extrême sévérité (et nous pesons nos mots).

Enfin, pour ce qui concerne la consultation des acteurs de terrain, il est dans nos habitudes de veiller en permanence à travailler en bonne intelligence avec nos Directions d'écoles, des activités parascolaires ainsi que nos équipes pédagogiques et éducatives et de prendre toujours en considération les demandes et besoins des familles d'élèves.

Je vous remercie pour votre écoute.

Le Conseil prend acte.

---

### **Secretariaat**

#### **Mondelinge vraag van de heer Matthieu Pillois (DéFI) over de gevolgen van de hervorming van het schoolritme in de Federatie Wallonië-Brussel**

Mijnheer de voorzitter,  
Geachte burgemeester,  
Dames en heren schepenen,  
Geachte collega's,

De regering van de Federatie Wallonië-Brussel heeft op 12 mei een oriënteringsnota goedgekeurd die de schoolkalender voor het leerplichtonderwijs (kleuteronderwijs, lager onderwijs en secundair onderwijs) volledig herzielt door de zomervakantie in te korten en een beter evenwicht in te voeren tussen leer- en rustperiodes. In het ontwerp worden perioden van 7 weken les afgewisseld met 2 weken vakantie. De herfst- en voorjaarsvakantie worden dus met één week verlengd, in principe vanaf september 2022.

Hoewel mijn partij, DéFI, al vele jaren pleit voor een reorganisatie van het schoolritme, roept het ontwerp dat momenteel op tafel ligt, heel wat vragen op omdat noch Vlaanderen noch de Duitstalige Gemeenschap te kennen heeft gegeven ook snel deze richting te willen inslaan. Hetzelfde geldt voor het hoger onderwijs in de Federatie Wallonië-Brussel. Deze desynchronisatie van de kalenders zal problemen veroorzaken voor ouders die kinderen hebben in het Franstalige en het Nederlandstalige onderwijs, of in het leerplichtonderwijs en het hoger onderwijs. Er zijn ook problemen ook voor leerkrachten die bijvoorbeeld lesgeven in het secundair en het hoger onderwijs.

Deze vrees is des te groter in het Brusselse Gewest, waar Nederlandstalig en Franstalig onderwijs naast elkaar bestaan. Stelt u zich een Brussels gezin voor met één kind in het Nederlandstalige en één in het Franstalige onderwijs. Als de hervorming niet gelijkvormig wordt gemaakt, zou dit gezin gewoonweg niet meer op hetzelfde moment vakantie hebben. Ik zou ook uw aandacht willen vestigen op de bijzondere situatie van de immersiescholen, waarvan er één in de gemeente is gevestigd. Deze scholen ondervinden reeds ernstige moeilijkheden om Nederlandstalige leerkrachten aan te werven en te behouden. Indien de hervorming van de schoolritmes niet gelijkvormig wordt gemaakt, vrees ik, en ik ben niet de enige, dat dit zal leiden tot een nog grotere onttrekking van Nederlandstalige leerkrachten aan het immersieonderwijs in de Franse Gemeenschap en de facto een negatieve impact zal hebben op onze school in Oudergem.

Mijn vragen luiden dus als volgt:

- Werd het college vóór en/of na de beslissing geraadpleegd over de hervorming van het schoolritme? Zo ja, wat was zijn standpunt? Zo neen, wat is dan het standpunt van het college ten aanzien van deze hervorming en de gevolgen ervan voor ons gemeentelijk onderwijs?
- Als de gemeente niet is geraadpleegd, is het college dan van plan een raadpleging van de directies van de scholen en van de ouderverenigingen te organiseren om eventuele bezorgdheden uit het veld onder de aandacht van de Regering van de Federatie Wallonië-Brussel te brengen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Matthieu Pillois

Gemeenteraadslid

**Antwoord van mevrouw Élise Willame, Schepen:**

Beste heer Pillois,

Dank u voor uw vraag, die de aandacht vestigt op de belangrijke kwestie van de aanpassing van de schoolritmes zoals wij die vandaag kennen.

Zoals u weet, is het hoofddoel van deze hervorming de fysiologische behoeften van kinderen beter te respecteren, schooluitval te bestrijden en te trachten de sociale ongelijkheden die in het onderwijs voortdurend worden gereproduceerd, te verminderen.

De openbare school voor allen werd in de 19e eeuw bedacht en beantwoordde aan de behoeften en vereisten van die tijd. Het was dan wel gepast om jongeren vrij te geven tijdens de zomer om op het land te kunnen meehelpen, maar we kunnen ons afvragen of dat vandaag ook nog zo is, zeker in het licht van universitaire studies over het geheugen of het grote aantal leerlingen voor wie de grote vakantie synoniem is voor kinderopvang, verveling en onevenredig veel schermtijd.

We moeten beseffen dat deze hervorming, waartoe de aanzet is gegeven in het kader van het pact voor uitmuntendheid in het onderwijs, breed wordt gesteund door de Ligue des familles, de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en het ONE.

Hoewel wij deze aanpassing van het schoolritme kunnen toejuichen, zal deze hervorming reële gevolgen hebben.

Naast de gevolgen voor de organisatie van het schooljaar zal deze hervorming ook een aanzienlijke invloed hebben op de organisatie van de vakantiecentra, aangezien zij zullen moeten voldoen aan de vraag van ouders en kinderen in verband met de twee extra weken voor de lente- en herfstvakantie. Om een kwaliteitsvolle dienstverlening te kunnen aanbieden, heeft de sector ook minister Bénédicte LINARD, vicevoorzitter en minister van Cultuur, Media, Kinderopvang, Gezondheid en Vrouwenrechten, gevraagd om het bedrag van de afgesloten begroting voor de vakantiecentra te verhogen en zo meer middelen ter beschikking te stellen.

Wat de raadpleging betreft, heeft het college zich nog niet over deze kwestie gebogen, om de eenvoudige reden dat, afgezien van de aankondigingen die minister Désir in de pers heeft gedaan, nog geen enkele officiële handeling van de Federatie Wallonië-Brussel is gesteld.

De onderhandelingen in het kader van een dergelijke hervorming vinden niet plaats in een rechtstreekse lijn met de inrichtende machten, maar met hun vertegenwoordigers, namelijk, in het geval van het gemeentelijk basisonderwijs, de CECF. In dit verband zijn wij nog niet door deze vertegenwoordigende instantie benaderd.

Wat het effect op onze schoolcentra betreft, zijn wij van mening dat dit zou moeten worden gemeten. Het is zeker zo dat wij de organisatie van onze lesroosters en het aanbod van buitenschoolse activiteiten een beetje zullen moeten herzien.

Wat de organisatie van onze stages en vakantiespeelpleinen betreft, zal de verlenging van de lente- en herfstvakantie waarschijnlijk een financiële weerslag hebben, met name via de subsidies die door het ONE worden toegekend. Op verzoek van minister Bénédicte Linard werden wij door Brulocalis geraadpleegd om een overzicht te krijgen van de kosten van de vakantiespeelpleinen die door de actoren van het ATL (accueil temps libre) worden georganiseerd. Deze hervorming kan ook gevolgen hebben voor de beschikbaarheid van onze monitoren, waarvan de meesten student zijn in het hoger onderwijs.

Een ander probleem dat u in uw vraag noemt, is de kloof die ons land blijft verdelen tussen de gemeenschappen. Wat onze scholen betreft, verwachten wij nog meer moeilijkheden om Nederlandstalige leerkrachten aan te trekken voor ons immersie-onderwijs in het schoolcentrum Le Pré des Agneaux. In dit verband wijzen we er wel op dat het de dienst Onderwijs, in samenwerking met de schooldirectie, de laatste jaren niet aan verbeeldingskracht en inspanningen heeft ontbroken om een uiterst nijpend tekort (op zijn zachtst gezegd) op te vangen.

Wat tot slot het overleg met de actoren op het terrein betreft, is het onze gewoonte er voortdurend op toe te zien dat wij in een goede verstandhouding samenwerken met onze directies van de scholen, de buitenschoolse activiteiten en onze pedagogische en educatieve teams, en steeds rekening te houden met de verzoeken en behoeften van de gezinnen van de leerlingen.

Hartelijk bedankt voor uw aandacht.

De Raad neemt akte.

---

30.09.2021/A/0039

**Secrétariat**

**Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos de la vacance des bureaux**

Monsieur le Président,

Chers Collègues,

Selon l'Observatoire des bureaux bruxellois, le taux de vacance des bureaux est particulièrement élevé dans la deuxième couronne Sud et Sud-Ouest, 60% de la vacance concernant des immeubles de plus de 15 ans.

On le sait, certains grands occupants de bureaux à Auderghem, comme les institutions européennes, ont récemment annoncé leur souhait de se recentrer sur d'autres localisations. L'Observatoire signale aussi que chaque année en moyenne, quelque 70.000 m<sup>2</sup> de bureaux accueillent une autre fonction, majoritairement du logement.

Nos questions - dont certaines que nous avons déjà posées mais la problématique demeure - sont les suivantes :

- Combien de m<sup>2</sup> de bureaux sont actuellement inoccupés à Auderghem ?
- Avez-vous connaissance de projets de reconversion de ces bureaux en logements ou autres affectations ?
- Si oui, quel type de logements ?
- La commune est-elle associée à ces projets et a-t-elle son mot à dire ?
- Avez-vous aujourd'hui davantage d'informations sur l'avenir des bâtiments de l'avenue de Beaulieu ?

Nous vous remercions.

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

**Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin :**

Chers Collègues,

Le site Inventimmo géré par Citydev est en charge de l'inventaire de la vacances de bureaux. Il répertorie environ 30.500 m<sup>2</sup> de bureaux inoccupés actuellement à Auderghem dont environ 10.000 m<sup>2</sup> concernent des immeubles à vendre.

Néanmoins, il me semble incomplet en ce que les immeubles du côté impair de l'avenue de Beaulieu et certains immeubles de l'avenue Herrmann-Debroux partiellement inoccupés au moins ne sont pas mentionnés.

Pour le moment, aucun projet de reconversion en logement ou en une autre affectation ne nous est connu.

Généralement, nous sommes contactés par le propriétaire avant tout projet de reconversion. Nous tenons également des réunions de projets avec la région. Nous intervenons dans le cadre des procédures de demandes de permis d'urbanisme.

Auderghem participe actuellement au comité d'accompagnement de l'étude d'incidences d'un projet qui vise à redéployer l'immeuble 1-11 avenue de Beaulieu. Il s'agit d'un projet qui maintient largement l'architecture de cet immeuble, œuvre de l'Atelier de Genval de l'architecte André Jacquain. Le projet adapte l'immeuble aux normes actuelles, le rénove, en améliore l'accessibilité aux PMR et prévoit quelques locaux communs supplémentaires et une surface commerciale.

En ce qui concerne les autres immeubles de l'avenue de Beaulieu, nous ne disposons pas d'informations quant aux projets des propriétaires.

Le Conseil prend acte.

---

**Secretariaat**

**Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over de leegstand van kantoren**

Mijnheer de voorzitter,

Geachte collega's,

Volgens het Brussels Overzicht van het Kantorenpark is de leegstandsgraad van kantoren bijzonder groot in de tweede ring in het zuiden en het zuidwesten, waar 60% van de leegstand gebouwen betreft die ouder zijn dan 15 jaar.

Zoals bekend hebben enkele grote kantoorgebruikers in Oudergem, zoals de Europese instellingen, onlangs aangekondigd dat zij zich weer op andere locaties willen richten.

Het Overzicht wijst er ook op dat elk jaar gemiddeld zo'n 70.000 m<sup>2</sup> kantoorruimte wordt gebruikt voor een andere functie, hoofdzakelijk huisvesting.

Onze vragen - waarvan wij er reeds enkele hebben gesteld, maar het probleem blijft bestaan - luiden als volgt:

- Hoeveel m<sup>2</sup> kantoorruimte staat er momenteel leeg in Oudergem?
- Bent u op de hoogte van plannen om deze kantoren om te vormen tot woningen of voor andere doeleinden?
- Zo ja, wat voor soort woningen?
- Is de gemeente betrokken bij deze projecten en heeft zij er zeggenschap over?
- Heeft u vandaag meer informatie over de toekomst van de gebouwen aan de Beaulieuiaan?

Wij danken u.

Jeremy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

**Antwoord van de heer Alain Lefebvre, Schepen:**

Geachte collega's,

De website Inventimmo die door Citydev wordt beheerd, is belast met de inventarisatie van de leegstaande kantoren. Er wordt melding gemaakt van ongeveer 30.500 m<sup>2</sup> leegstaande kantoren in Oudergem, waarvan ongeveer 10.000 m<sup>2</sup> in gebouwen die te koop zijn.

Dat lijkt mij echter onvolledig omdat de gebouwen aan de oneven kant van de Beaulieuiaan en enkele gebouwen aan de Herrmann-Debrouxlaan die minstens gedeeltelijk leeg staan, niet worden vermeld.

Op dit moment zijn ons geen plannen bekend voor ombouw tot woningen of voor een andere bestemming.

Doorgaans wordt contact met ons opgenomen door de eigenaar vóór elk verbouwingsproject. Wij houden ook projectvergaderingen met het Gewest. Wij treden op in het kader van procedures voor aanvragen voor een stedenbouwkundige vergunning.

Oudergem maakt momenteel deel uit van het begeleidingscomité voor de effectenstudie van een project voor de herontwikkeling van het gebouw aan de Beaulieuiaan 1-11. Dit project handhaaft grotendeels de architectuur van dit gebouw, dat werd ontworpen door het Atelier de Genval van architect André Jacquain. Het project past het gebouw aan de huidige normen aan, renoveert het, verbetert de toegankelijkheid voor PBM en voorziet in enkele extra gemeenschappelijke ruimten en een handelsruimte.

Wat de andere gebouwen aan de Beaulieuiaan betreft, hebben wij geen informatie over de plannen van de eigenaars.

De Raad neemt akte.

---

30.09.2021/A/0040

**Secrétariat**

**Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos du Plan d'Aménagement Directeur Delta-Herrmann-Debroux**

Monsieur le Président,

Chers Collègues,

Le 22 juillet, le gouvernement bruxellois a adopté en deuxième lecture le Plan d'Aménagement Directeur Delta-Herrmann-Debroux. Lors de son adoption, le gouvernement a annoncé avoir procédé une série de modifications sans donner plus de

détails.

Nos questions sont donc les suivantes :

- Quelle est exactement la nature de ces changements ? Prennent-ils en considération les inquiétudes et demandes de nombreux auderghemois ?
- Quelle est la position du collège vis-à-vis de ces changements ? Quels sont les outils dont dispose la commune à présent pour influencer la réalisation des différents travaux ?
- La commune compte-t-elle organisée une réunion informative publique sur le sujet ?
- Le collège peut-il communiquer un plan détaillé de quand auront lieu les différents travaux ?
- La commune peut-elle transmettre au Conseil communal l'ensemble des documents relatifs à la deuxième lecture de ce plan d'aménagement?

### **Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin :**

Chers Collègues,

Un petit rappel de la procédure d'élaboration du PAD est nécessaire.

Après l'enquête publique et les avis émis par les citoyens et diverses instances, le Gouvernement doit examiner toutes les contributions reçues, y compris celle transmise par notre conseil. Il y apporte les réponses qu'il juge utile et souhaitable via ce qu'on appelle la deuxième lecture. Auderghem n'a pas été associée à cette phase. Cette version du PAD n'a fait l'objet à ce jour d'aucune diffusion par le Gouvernement. Nous attendons de les recevoir de [Perspective.brussels](http://Perspective.brussels).

Le projet doit encore être soumis à l'avis du Conseil d'Etat qui en vérifie la légalité et identifie les éventuelles problématiques juridiques que le projet soulève.

Le Gouvernement adoptera le PAD après y avoir apporté les modifications tenant compte de l'avis du Conseil d'Etat. C'est à ce moment que le PAD sera publié au Moniteur pour entrer en vigueur.

Vous l'aurez compris, à ce stade, nous ne sommes ni en mesure de vous transmettre cette deuxième version du PAD, ni d'organiser une réunion d'information pour le public.

De ce que nous avons appris, voici certains éléments relatifs à des demandes importantes pour la commune:

- • Réduction de certains gabarits par rapport à la première lecture sur la plupart des sites en accroche, plus particulièrement sur le site Demey mais malheureusement pas pour l'immeuble élevé prévu à Delta.
- • Suppression, semble-t-il, des prescriptions relatives au site en accroche le long de la chaussée de Wavre face au stade communal.
- • La surface de 2,4 ha correspond à un parc d'une largeur moyenne de 50m sur la frange nord-ouest du site Demey. Lors de l'aménagement du futur parc, la partie des potagers en zone d'habitation rue de la Vignette, devra être relocalisée au sein du parc. Cette surface des potagers sera ajoutée au 2,4 ha du parc.

Nous ne pouvons à ce stade vous en dire beaucoup plus avec les précisions que vous demandez.

Vous vous souviendrez que le Collège avait clairement indiqué que les travaux d'infrastructures devaient précéder les éventuels développements des sites en accroche. En juillet, nous avons eu vent que cette demande n'était pas prise en compte et nous avons réagi publiquement en rappelant cette exigence incontournable.



D'où, l'introduction dans le PAD d'une prescription réglementaire sur le phasage entre immobiliers et infrastructures de mobilité et des engagements sur la production en vue de l'adoption du PAD de notes opérationnelles et budgétaires (planning, budgets, études) sur les infrastructures de mobilité avant l'approbation du PAD. Nous attendons des Ministres compétents pour ces matières qu'ils produisent des documents précis permettant de suivre la bonne exécution du PAD et s'engagent clairement à les exécuter. Le P+R et sa desserte par les transports publics est à cet égard la phase initiale indispensable.

Ces infrastructures nécessitent des demandes de permis d'urbanisme qui seront soumis aux procédures habituelles. Nous ne nous attendons pas à des travaux avant la fin de cette décennie vu les études et procédures nécessaires pour permettre de les entamer. Mais, nous demandons qu'on lance rapidement ces études et les procédures nécessaires.

Dès après l'adoption du PAD, nous l'évaluerons et examinerons l'attitude qu'il convient d'adopter en fonction de ce qu'il rencontre suffisamment ou non nos préoccupations.

Sans satisfaction de nos demandes à propos des infrastructures, nous ne voyons pas le bénéfice de l'adoption d'un PAD.

Le Conseil prend acte.

---

### **Secretariaat**

#### **Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over de het richtplan van aanleg Delta-Herrmann-Debroux**

Mijnheer de voorzitter,

Geachte collega's,

Op 22 juli heeft de Brusselse Regering in tweede lezing het ontwerp van Richtplan van Aanleg Delta-Herrmann-Debroux goedgekeurd. Bij de goedkeuring heeft de Regering aangekondigd een reeks wijzigingen te hebben doorgevoerd, zonder nadere bijzonderheden te verstrekken.

Vandaar de volgende vragen:

- Wat is precies de aard van deze veranderingen? Houden zij rekening met de bezorgdheden en vragen van veel Oudergemnaars?
- Wat is het standpunt van het college ten aanzien van deze wijzigingen? Over welke instrumenten beschikt de gemeente nu om een invloed uit te oefenen op de uitvoering van de verschillende werkzaamheden?
- Is de gemeente van plan een openbare informatievergadering over dit onderwerp te organiseren?
- Kan het college een gedetailleerd plan verstrekken van de datums waarop de verschillende werkzaamheden zullen plaatsvinden?
- Kan de gemeente de gemeenteraad alle documenten bezorgen met betrekking tot de tweede lezing van dit plan van aanleg?

#### **Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen:**

Geachte collega's,

Een korte herhaling van de procedure voor het opstellen van een RPA is hier op haar plaats.

Na het openbaar onderzoek en de adviezen van de burgers en diverse instanties moet de Regering alle ontvangen bijdragen onderzoeken, met inbegrip van de door onze gemeenteraad ingediende bijdrage. Ze geeft er alle antwoorden op die zij nuttig en wenselijk acht via wat de tweede lezing wordt genoemd. Oudergem was niet betrokken bij

deze fase. Deze versie van het RPA is nog niet vrijgegeven door de Regering. We verwachten dat perspective.brussels die aan ons zal bezorgen.

Het project moet nog aan de Raad van State worden voorgelegd voor een advies om de wettigheid ervan na te gaan en eventuele juridische problemen die het project oproept, te identificeren.

De Regering zal het RPA aannemen nadat zij de wijzigingen heeft aangebracht, rekening houdend met het advies van de Raad van State. Op dat moment zal het RPA in het Staatsblad worden gepubliceerd om vervolgens van kracht te worden.

Zoals u zult hebben begrepen, zijn wij in dit stadium niet in staat om u deze tweede versie van het RPA te verstrekken, noch om een informatievergadering voor het publiek te organiseren.

Uit wat wij hebben vernomen, zijn hier enkele elementen met betrekking tot belangrijke vragen voor de gemeente:

- • Vermindering van sommige bouwprofielen ten opzichte van de eerste lezing op de meeste naburige sites, met name op de Demey-site, maar helaas niet voor de geplande hoogbouw in Delta.
- • Schrapping, zo lijkt het, van de voorschriften voor de site langs de Waverssesteenweg tegenover het gemeentelijk stadion.
- • De oppervlakte van 2,4 ha komt overeen met een park met een gemiddelde breedte van 50 m aan de noordwestelijke rand van de Demey-site. Bij de aanleg van het toekomstige park zal het deel van de moestuinen in het woongebied in de Kleine Wijngaardstraat moeten worden verplaatst binnen het park. Dit moestuingebied zal worden toegevoegd aan de 2,4 ha van het park.

Wij kunnen u in dit stadium niet veel meer vertellen met betrekking tot de door u gevraagde preciseringen.

U zult zich herinneren dat het college duidelijk heeft gesteld dat de infrastructuurwerkzaamheden vooraf moeten gaan aan de ontwikkeling van de naburige sites. In juli vernamen wij dat met dit verzoek geen rekening werd gehouden en wij hebben publiekelijk gereageerd door deze onvermijdelijke eis te herhalen.

Vandaar de opneming in het RPA van een regelgevend voorschrift over de fasering tussen vastgoed en mobiliteitsinfrastructuren en van verbintenissen, met het oog op de goedkeuring van het RPA, inzake de opstelling van operationele en budgettaire nota's (planning, begrotingen, studies) over mobiliteitsinfrastructuren voordat het RPA wordt goedgekeurd. Wij verwachten van de voor deze zaken verantwoordelijke ministers dat zij nauwkeurige documenten opstellen voor het toezicht op de correcte uitvoering van het RPA en dat zij zich duidelijk engageren voor de uitvoering ervan. De P+R en de bediening ervan door het openbaar vervoer vormen in dit verband de noodzakelijke eerste fase.

Voor deze infrastructuur moeten aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen worden ingediend, waarvoor de gebruikelijke procedures moeten worden gevolgd. Wij verwachten niet dat er vóór het einde van dit decennium werkzaamheden zullen worden uitgevoerd, gezien de studies en procedures die nodig zijn om met de werkzaamheden te kunnen beginnen. Maar wij vragen dat deze studies en de nodige procedures snel worden opgestart.

Zodra het RPA is goedgekeurd, zullen wij het evalueren en nagaan welk standpunt wij moeten innemen, afhankelijk van de vraag of het in voldoende mate aan onze bezorgdheden tegemoet komt.

Als niet aan onze vragen betreffende de infrastructuur wordt voldaan, zien wij het nut niet in van de goedkeuring van een RPA.

De Raad neemt akte.

Levée de la séance à 22:00  
Opheffing van de zitting om 22:00

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Christian Grétry